

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, February 13, 2023

The Standing Senate Committee on Human Rights met with videoconference this day at 4:06 p.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally.

Senator Salma Ataullahjan (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: I am Salma Ataullahjan, senator from Toronto and chair of this committee. Today, we are conducting a public hearing of the Standing Senate Committee on Human Rights. I will take this opportunity to introduce the members of the committee who are participating in this meeting. We have Senator Arnot from Saskatchewan, Senator Cordy from Nova Scotia, Senator Gerba from Quebec, Senator Manning from Newfoundland and Labrador and Senator Omidvar from Ontario.

Today, our committee will continue its study on Islamophobia in Canada under its general order of reference. Our study will cover, among other matters, the role of Islamophobia with respect to online and off-line violence against Muslims, general discrimination and discrimination in employment, including Islamophobia in the federal public service. Our study will also examine the sources of Islamophobia, its impact on individuals, including mental health and physical safety, and possible solutions and government responses.

After having held two meetings in June of 2022 in Ottawa followed by public meetings and visits to mosques in September in Vancouver, Edmonton, Quebec City and Toronto, we continued our public hearings in Ottawa last fall and had our first meeting of the year on this topic last week.

Let me provide some details about our meeting today. This afternoon, we shall have three panels. In each panel, we will hear from the witnesses and then the senators will have a question and answer session.

I shall introduce our first witness. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from the witness and then turn to questions from the senators. I wish to welcome our first witness. Joining us by video conference today is Terrance S. Carter, who is a lawyer from Carters Professional Corporation.

I now invite Mr. Carter to make his presentation.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 13 février 2023

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui, à 16 h 6 (HE), avec vidéoconférence, pour examiner les questions qui pourraient survenir concernant les droits de la personne en général.

La sénatrice Salma Ataullahjan (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Je suis Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente du comité. Aujourd'hui, nous tenons une séance publique du Comité sénatorial permanent des droits de la personne. J'en profite pour présenter les membres du comité qui participent à la réunion d'aujourd'hui : le sénateur Arnot, de la Saskatchewan; la sénatrice Cordy, de la Nouvelle-Écosse; la sénatrice Gerba, du Québec; le sénateur Manning, de Terre-Neuve-et-Labrador; et la sénatrice Omidvar de l'Ontario.

Notre comité poursuit aujourd'hui son étude sur l'islamophobie au Canada, suivant l'ordre de renvoi général. Dans le cadre de notre étude, nous aborderons entre autres le rôle de l'islamophobie dans la violence en ligne et hors ligne contre les musulmans, la discrimination générale et la discrimination dans le domaine de l'emploi et l'islamophobie dans la fonction publique. Nous examinerons aussi, aux fins de notre étude, les sources de l'islamophobie, ses conséquences sur les personnes, notamment en ce qui a trait à la santé mentale et la sécurité physique, ainsi que d'éventuelles solutions et interventions gouvernementales.

Nous avons tenu deux réunions en juin 2022 à Ottawa. Nous avons ensuite tenu des délibérations publiques et avons visité des mosquées en septembre à Vancouver, à Edmonton, à Québec et à Toronto. Nous avons continué nos séances publiques à Ottawa à l'automne dernier, et nous avons tenu notre première réunion de l'année à ce sujet la semaine dernière.

Je vais vous donner quelques détails sur la réunion d'aujourd'hui. Cet après-midi, nous accueillons trois groupes de témoins. Les témoins de chaque groupe ont un exposé à nous présenter, puis nous passerons à la période de questions des sénateurs.

Je vais présenter notre premier témoin. Nous avons demandé à chaque témoin de présenter une déclaration préliminaire de cinq minutes. Après leur exposé, nous passerons à la période de questions des sénateurs. Je souhaite la bienvenue à notre premier témoin, qui est avec nous par vidéoconférence aujourd'hui : Me Terrance S. Carter, avocat, de la Carters Professional Corporation.

J'inviterais maintenant Me Carter à nous présenter son exposé.

Terrance S. Carter, Lawyer, Carters Professional Corporation, as an individual: Honourable senators and members of the Standing Senate Committee on Human Rights, thank you for inviting me to speak today. I understand I have been asked to be a witness with regard to the audit of Muslim charities by the Canada Revenue Agency, or CRA. As such, it might be helpful for me to provide a brief explanation of my background.

I'm a charity lawyer as well as managing partner of Carters, a law firm of 15 lawyers with a focus on charity law. I'm also a past member of the Advisory Committee on the Charitable Sector, and I have appeared as a witness on anti-terrorism law and charities before the Air India inquiry and the House of Commons Standing Committee on Finance.

I have been involved in 10 charity audits by the CRA of Muslim charities over the past 13 years, which have resulted in five revocations, one of which included a suspension of receipting privileges, one financial penalty that was vacated on internal appeal, three compliance agreements and one audit still in progress.

Since the legal work I do for clients is confidential and subject to solicitor-client privilege, I cannot discuss the details of any client files. However, I can provide high-level observations in my personal capacity.

From my experience, the CRA audits of Muslim charities are invariably undertaken by the Review and Analysis Division of the Canada Revenue Agency, or RAD, although not usually identified as such. These audits are unlike any other audits undertaken by the normal Compliance Division of the Charities Directorate, since the focus of RAD is to investigate and disrupt perceived involvement of charities with terrorist financing. This means that RAD audits are extremely detailed and complex, producing audit reports that are voluminous in length, that analyze tens and sometimes hundreds of thousands of emails as well as the charity's online presence.

The audits can extend over lengthy periods of time, sometimes lasting up to five years or more. The audits are very difficult for the charity to respond to because registered charities have the obligation to refute every allegation raised in an audit, including disproving every suggestion and innuendo about alleged involvement with possible terrorist financing. In essence, the charity is presumed to be guilty until it can prove that all of the

Me Terrance S. Carter, avocat, Carters Professional Corporation, à titre personnel : Honorables sénateurs, sénatrices et membres du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, merci de m'avoir invité à m'adresser à vous aujourd'hui. Je crois savoir que j'ai été invité à témoigner au sujet des audits de l'Agence du revenu du Canada — l'ARC — ciblant des organismes de bienfaisance musulmans. Dans ce contexte, il vous sera peut-être utile d'avoir un bref aperçu de mon parcours professionnel.

Je suis avocat spécialisé en droit des organismes de bienfaisance ainsi qu'associé directeur de Carters, un cabinet de 15 avocats œuvrant dans le domaine du droit des organismes de bienfaisance. J'ai aussi déjà siégé au Comité consultatif sur le secteur de la bienfaisance, et j'ai témoigné devant la Commission d'enquête sur l'affaire Air India et le Comité permanent des finances de la Chambre des communes au sujet de la loi antiterroriste et des organismes de bienfaisance.

Au cours des 13 dernières années, je suis intervenu dans le cadre de 10 audits de l'ARC visant des organismes de bienfaisance musulmans, qui ont mené à cinq révocations, dont l'une avec suspension du privilège de remettre des reçus, à une sanction financière qui a été annulée à la suite d'un appel interne et à trois accords d'observance. Il y a aussi un audit qui est toujours en cours.

Le travail juridique que j'accomplis pour mes clients est confidentiel et soumis au secret professionnel; je ne peux donc pas vous donner de détails sur les dossiers de mes clients, mais je peux tout de même formuler des observations générales à titre personnel.

D'après mon expérience, les audits de l'ARC visant les organismes de bienfaisance musulmans sont invariablement menés par la Division de la revue et de l'examen de l'Agence du revenu du Canada — la DRE —, même si cela n'est toujours pas précisé. Ces audits diffèrent des autres habituellement réalisés par la Division de l'observation de la Direction des organismes de bienfaisance, étant donné que la priorité de la DRE est d'enquêter sur le financement présumé du terrorisme par des organismes de bienfaisance et d'enrayer ces activités. Cela veut dire que les audits de la DRE sont extrêmement détaillés et complexes; elle produit des rapports d'audit volumineux en analysant des dizaines, sinon des centaines de milliers de courriels, en plus de la présence de l'organisme de bienfaisance sur Internet.

Les audits peuvent aussi durer très longtemps, parfois jusqu'à cinq ans ou plus. Il est aussi très difficile pour les organismes de bienfaisance de contester ces audits, parce que les organismes de bienfaisance enregistrés doivent réfuter toutes les allégations soulevées dans l'audit, c'est-à-dire qu'ils doivent réfuter toutes les allusions et les insinuations au sujet d'une participation alléguée à un possible financement du terrorisme.

allegations and suspicions raised by RAD are baseless, which is generally an impossible threshold to meet.

In addition, many Muslim charities are subject to allegations that I rarely see with audits of other faith groups, such as alleging that religious festivals as well as youth, sport and social programs are not sufficiently religious in content.

The reason I believe that these audits are problematic is because RAD is part of a whole-of-government national security approach that is driven by the requirements of the Financial Action Task Force — or FATF — recommendation 8, as reflected in Canada's 2015 *Assessment of Inherent Risks of Money Laundering and Terrorist Financing in Canada*. This has, in turn, led to the implementation of a risk-based assessment model that has identified 11 groups that apparently pose the greatest threats of terrorist financing in Canada, 9 of which — 82% — are Muslim. This list of 11 groups has not been updated since 2015 and does not reflect more recently listed organizations, such as domestic White supremacist groups, including the Proud Boys.

If there were concerns that a Muslim charity was actually involved in terrorist financing, then RAD should be referring those matters to the RCMP to investigate and prosecute, since terrorist financing is a criminal offence outside the jurisdiction of RAD. Instead, RAD deals with suspicions about terrorism financing by utilizing powerful enforcement tools available to it under the Income Tax Act through conducting a charity audit. By doing so, RAD does not need to utilize the more onerous provisions of deregistration under the Charities Registration (Security Information) Act.

Instead, RAD can achieve its objective of investigating and disrupting perceived involvement of Muslim charities with terrorist financing by simply relying on regular CRA compliance tools, such as the charity needing to maintain detailed books and records, as well as direction and control over operations, in addition to ensuring complete, correct and current information in their annual T3010 filings in order to justify revocation of charitable status. This is done on the pretext that RAD is conducting a regular charity compliance audit, when in fact it is attempting to address purported terrorist-financing suspicions without having to prove any of those suspicions.

Essentiellement, l'organisme est présumé coupable jusqu'à ce qu'il puisse démontrer que toutes les allégations et les soupçons formulés par la DRE sont infondés, mais de façon générale, c'est une exigence impossible à respecter.

Beaucoup d'organismes de bienfaisance musulmans font aussi l'objet d'allégations que je vois rarement lors des audits ciblant d'autres groupes religieux, par exemple lorsqu'on soutient que les festivals religieux et les programmes jeunesse, sportifs et sociaux n'ont pas un contenu suffisamment religieux.

À mon avis, ces audits sont problématiques parce que la DRE s'inscrit dans une approche pangouvernementale en matière de sécurité nationale, qui est fondée sur les exigences énoncées à la recommandation 8 du Groupe d'action financière — le GAFI —, comme on peut le voir dans *l'Évaluation des risques inhérents au recyclage des produits de la criminalité et au financement des activités terroristes au Canada*, publiée par le Canada en 2015, ce qui a alors conduit à la mise en œuvre d'un modèle d'évaluation axé sur les risques, lequel a cerné 11 groupes qui représentent supposément la menace la plus importante relativement au financement des activités terroristes au Canada. Neuf de ces 11 groupes — 82 % — sont musulmans. Cette liste de 11 groupes n'a pas été mise à jour depuis 2015 et ne reflète pas les organismes inscrits plus récemment, comme les groupes locaux de suprémacistes blancs, par exemple les Proud Boys.

Si la DRE avait vraiment des raisons de croire qu'un organisme de bienfaisance musulman participait au financement d'activités terroristes, alors elle devrait le signaler à la GRC, laquelle pourrait alors mener enquête et engager des poursuites, parce que le financement des activités terroristes est une infraction criminelle qui dépasse la compétence de la DRE. Mais, plutôt, lorsqu'elle soupçonne qu'un organisme de bienfaisance finance des activités terroristes, la DRE va utiliser les vastes outils exécutoires dont elle dispose en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu pour soumettre l'organisme en question à un audit, et ainsi, elle n'a pas à employer les dispositions plus contraignantes qui sont prévues dans la Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité) pour révoquer l'enregistrement.

Non, la DRE peut accomplir son objectif qui est d'enquêter sur la participation présumée des organismes de bienfaisance musulmans au financement des activités terroristes et d'enrayer ce financement, simplement en utilisant les outils d'observation habituels de l'ARC pour justifier la révocation du statut d'organisme de bienfaisance, par exemple l'exigence que l'organisme de bienfaisance tienne des livres de comptes et des registres détaillés, qu'elle assure la direction et le contrôle de ses activités et qu'elle veille à ce que l'information dans son formulaire T3010 soit complète, exacte et actuelle. Même si la DRE prétend qu'elle n'effectue qu'une vérification ordinaire

The reality is that no charity in Canada has been charged, let alone convicted, of terrorist financing, nor has the CRA, to my knowledge, ever used the Charities Registration (Security Information) Act to either deny or revoke charitable status of a charity.

The solution to this systemic, whole-of-government problem does not lie simply with examining how the CRA carries out its audits of Muslim charities, although that is obviously a factor. Instead, it must involve the Department of Finance, since Finance is responsible for establishing and continuing the risk-based approach that is reflected in Canada's national inherent risk assessment. This assessment needs to be seriously reconsidered given the damage that it has done and continues to do by creating a presumption that the risk of terrorist financing is best addressed by focusing on Muslim charities in Canada.

In addition, the recently created National Security and Intelligence Review Agency should be asked to review the mandate, training and procedures of RAD within the CRA, in particular with regard to its selection and processing of CRA audits of Muslim charities, including both past and present audits, in order to determine whether RAD should continue to exist separate from the normal Compliance Division of the Charities Directorate.

In conclusion, I believe that Canada can and needs to do better in its treatment of Muslim charities. The Muslim community, like so many other vibrant minority groups in our country, is an essential part of the multicultural fabric of Canada and should be celebrated and respected rather than being undermined by our government. I sincerely hope that the work of this Senate committee will help in achieving this goal. Thank you.

The Chair: Thank you very much for your presentation, Mr. Carter.

Before asking and answering questions, I would like to ask committee members and witnesses in the room that for the duration of the meeting to please refrain from leaning in too close to the microphone, or remove your earpiece when doing so. This will avoid any sound feedback that could negatively impact the committee staff in the room.

de la conformité de l'organisme de bienfaisance, ce qu'elle fait en réalité, c'est tenter de donner suite à ces soupçons d'un supposé financement d'activités terroristes, sans pour autant être obligée de prouver ne serait-ce que l'un de ces soupçons.

La réalité, c'est qu'aucun organisme de bienfaisance au Canada n'a été accusé — et encore moins déclaré coupable — d'avoir financé des activités terroristes, et à ma connaissance, l'ARC n'a jamais utilisé la Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité) pour refuser ou révoquer le statut d'organisme de bienfaisance à un tel organisme.

On ne peut pas régler ce problème systémique pangouvernemental simplement en examinant la façon dont l'ARC réalise ses audits lorsqu'il s'agit d'organismes de bienfaisance musulmans, même si cela est hors de tout doute un facteur. Plutôt, le ministère des Finances doit intervenir, puisque c'est le ministère responsable de l'établissement et du maintien de l'approche axée sur les risques, comme cela a été reflété dans l'évaluation des risques inhérents au Canada. Il faut que cette évaluation soit profondément repensée, compte tenu des dégâts qu'elle a causés et qu'elle continue de causer en créant cette présomption que la meilleure façon de s'attaquer au risque du financement des activités terroristes est de cibler les organismes de bienfaisance musulmans au Canada.

De plus, il faudrait demander au nouvel Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement d'examiner le mandat de la DRE ainsi que la formation de ses agents et ses procédures au sein de l'ARC, particulièrement en ce qui concerne la sélection et le traitement des audits de l'ARC ciblant des organismes de bienfaisance musulmans, y compris les audits antérieurs et actuels. Cela permettrait de déterminer si la DRE devrait continuer d'être une entité distincte de la Division de l'observation de la Direction des organismes de bienfaisance.

En conclusion, je crois que le Canada peut et doit mieux traiter les organismes de bienfaisance musulmans. La communauté musulmane, comme tant d'autres groupes minoritaires dynamiques au pays, est une part essentielle de la mosaïque multiculturelle du Canada; elle devrait être célébrée et respectée, au lieu d'être minée par notre gouvernement. J'espère sincèrement que les travaux de votre comité sénatorial contribueront à atteindre ce but. Merci.

La présidente : Merci beaucoup de nous avoir présenté votre exposé, maître Carter.

Avant de commencer la période de questions, j'aimerais demander aux membres du comité ou aux témoins dans la salle de bien vouloir, pour le reste de la réunion, s'abstenir de s'approcher trop près de leur micro, ou si vous devez le faire, de retirer votre oreillette. Nous éviterons ainsi les réactions acoustiques qui pourraient nuire au travail du personnel du comité dans la salle.

We will now proceed to questions from the senators. As is our previous practice, I would like to remind each senator that you have five minutes for your question and that includes the answer.

Senator Omidvar: Thank you, Mr. Carter, for your presence and your testimony.

We have heard from CRA officials who have told us that they follow the legislation and the protocols attached to it. We have heard from the tax ombudsman who was charged by the Minister of National Revenue to do a review of the procedures of the CRA to determine whether Islamophobia exists or not in the CRA. From him we heard that he is unable to do his job. He has to work with one hand tied behind his back because most of the information he receives from RAD and other officials is redacted. And now we hear from you that there is — what I'm hearing you say, I think, Mr. Carter, and I would like you to help me understand if I'm correct, that this goes deeper than possibly Islamophobia; this is a construct of the security anxieties of our country, conflated by the FATF and by the Anti-terrorism Act, which hasn't been reviewed for god knows how many years, and that CRA and the RAD in particular uses death by a thousand cuts, so to say, by all those compliance letters instead of simply revoking.

I'm trying to find my way out of this, because it's a fog, in a way. Is there a solution to removing the overwhelming burden that Muslim charities seem to carry under this security agenda?

Mr. Carter: Thank you, senator. I think to answer your question, we need to understand the problem. To be fair to the Charities Directorate, they have already pointed out — I'm not sure whether they consider it to be the problem, but they pointed to the reason that Muslim charities are being audited — and it goes back to the testimony of the assistant commissioner, Mr. Geoff Trueman, as well as the Director General of the Charities Directorate, Ms. Sharmila Khare, explaining that the Canada Revenue Agency, particularly RAD, is focused on complying with the national inherent risk assessment, when it was put in place back in 2015. They have made it clear that their choice of charities to audit has to reflect what is mandated in that particular assessment.

When you go to the assessment — the 2015 national inherent risk assessment — you'll see there that they focus on trying to create a matchup with the threats and the vulnerabilities. In doing that and identifying the threats, as I mentioned in my opening statement, it really comes down to 11 groups, 9 of which are Muslim. As a result, what the Canada Revenue Agency is supposed to do is go out looking for groups that could be

Nous allons commencer la période de questions des sénateurs et des sénatrices. Comme c'est notre habitude, je rappelle aux sénateurs et aux sénatrices que vous disposez de cinq minutes pour poser votre question et écouter la réponse.

La sénatrice Omidvar : Merci de votre présence et de votre témoignage, maître Carter.

Quand les agents de l'ARC sont venus témoigner, ils nous ont dit qu'ils suivaient la loi et les protocoles connexes. Nous avons reçu l'ombudsman des contribuables, qui s'était vu confier par le ministre du Revenu national le mandat d'examiner les procédures de l'ARC pour déterminer s'il y a ou non de l'islamophobie au sein de l'ARC. D'après ce qu'il nous a dit, il n'est pas en mesure de faire son travail. Il doit travailler avec une main liée derrière le dos, parce que la majeure partie de l'information qu'il reçoit de la DRE et des autres fonctionnaires est caviardée. Maintenant, d'après ce que vous nous dites... d'après ce que je comprends de ce que vous dites, maître Carter, et je vous demanderais de m'aider à comprendre si j'ai raison, c'est que cela ne se limite pas à la possibilité d'islamophobie; il s'agit de toute une structure réunissant les angoisses du Canada en matière de sécurité, créée par la GAFI et la Loi antiterroriste, laquelle n'a d'ailleurs pas été examinée depuis Dieu sait combien d'années, et l'ARC et la DRE en particulier font mourir ces organismes à petit feu, pour dire les choses ainsi, en utilisant toutes ces lettres de conformité, au lieu de simplement révoquer leur statut.

J'essaie de tout démêler, parce que c'est très opaque, si je peux dire. Y a-t-il une solution pour alléger l'incommensurable fardeau que les organismes musulmans semblent porter, au nom de nos objectifs de sécurité?

Me Carter : Merci, sénatrice. Je pense que, pour répondre à votre question, nous devons comprendre le problème. Pour être juste envers la Direction des organismes de bienfaisance, elle a déjà signalé — je ne sais pas si elle considère que c'est un problème, mais elle a signalé la raison pour laquelle les organismes de bienfaisance musulmans font l'objet d'audits —, et cela recoupe le témoignage du commissaire adjoint, M. Geoff Trueman, ainsi que celui de la directrice générale de la Direction des organismes de bienfaisance, Mme Sharmila Khare, qui ont expliqué que l'Agence du revenu du Canada, et en particulier la DRE, a comme priorité de se conformer à l'évaluation nationale des risques inhérents, qui remonte à 2015. Ils ont clairement dit que leur sélection d'organismes de bienfaisance à vérifier doit refléter le mandat en vertu de cette évaluation.

Si vous consultez l'évaluation — l'évaluation nationale des risques inhérents de 2015 —, vous verrez qu'une priorité est d'établir un rapprochement entre les menaces et les vulnérabilités. Mais pour faire cela et pour cerner les menaces, comme je l'ai dit dans ma déclaration préliminaire, on se retrouve au bout du compte avec onze groupes, dont neuf sont musulmans. Donc, ce que l'Agence du revenu du Canada est

vulnerable, even on a domestic basis, to an association with Muslim terrorist organizations. That seems to provide the rationale as to why Muslim charities are being selected.

When we look at what the FATF has actually set out with regards to the work that should be done, they make it clear that charities that are being audited should be chosen in a way that reflects a careful, proportionate approach, and the actions should be commensurate. There was a report, senator, that came from the FATF in October 2021, which pointed out some of the problems associated with countries that are too aggressive when it comes to imposing the FATF recommendation 8, and it says there are countries that incorrectly implement the standards and implement restrictive measures to non-profit organizations, or NPOs, in the name of FATF compliance, both intentionally, in some cases, and unintentionally in others. They point out an example that there is “forced dissolution, de-registration or expulsion of NPOs.” The conclusion they arrive at is that:

The stocktake’s analysis concludes that the undue targeting of NPOs in the context of purported or real AML/CFT implementation (both legitimate or otherwise) may be related in some cases to poor or negligent implementation of the FATF’s RBA.

I think that’s what’s happening here in Canada. We have a security mentality that is focused on trying to restrict the spectrum of who they are looking at only to organizations that are tied into Muslim terrorist organizations. That’s not appropriate. What that does is marginalizes the greater Muslim community in Canada, who otherwise are living in fear that they may come under the scrutiny of the security apparatus of the government, particularly as exercised by RAD within CRA.

Senator Cordy: Thank you very much, Mr. Carter. I’m not a regular member of this committee, but I have picked a great day to be here. This is a fascinating discussion.

Is there a difference between audits for organizations like Proud Boys or the GoFundMe sites that we saw last February in Ottawa and audits for Muslim charities?

Mr. Carter: Thank you, senator. There is a difference. When the FATF defines a non-profit organization, they are speaking in broader terms about not only registered charities, but also non-profit organizations. Those are organizations that are exempt from tax but don’t have the benefit of issuing charitable receipts for donations. They are not charities. When you talk about the Proud Boys, they would probably fit within the category of being

censée faire, c’est d’essayer de trouver des groupes qui pourraient être vulnérables, même localement, à une affiliation avec des organismes terroristes de musulmans. C’est ce raisonnement qui semble expliquer pourquoi les organismes de bienfaisance musulmans sont sélectionnés.

Si on regarde ce que le GAFI a véritablement prévu par rapport au travail qui devrait être accompli, il est clair que les organismes de bienfaisance qui font l’objet d’un audit devraient être choisis selon une approche prudente et proportionnelle, et les mesures prises doivent être équivalentes. Le GAFI a publié un rapport en octobre 2021, dans lequel il soulignait certains des problèmes lorsque les pays imposaient trop agressivement la recommandation 8 du GAFI, et il est indiqué que certains mettent incorrectement en œuvre les normes et prennent des mesures restrictives à l’égard des organismes sans but lucratif, les OSBL, au nom de la conformité avec le GAFI, volontairement dans certains cas et involontairement dans d’autres. On donne l’exemple de la « dissolution forcée, de la révocation d’enregistrement ou de l’expulsion d’OSBL ». Le GAFI arrive à la conclusion que :

L’analyse de la situation permet de conclure que des OSBL sont ciblés de façon injustifiée aux fins d’une mise en œuvre prétendue ou réelle des mesures de lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme, et que cela peut être lié dans certains cas à une mise en œuvre incorrecte ou négligente de l’approche fondée sur les risques du GAFI.

Je pense que c’est ce qui se passe ici au Canada. Dans notre mentalité en matière de sécurité, la priorité est d’essayer de restreindre l’éventail des entités qui devraient être examinées aux seules organisations qui ont des liens avec des organismes terroristes musulmans. Ce n’est pas correct. Cela marginalise la communauté musulmane du Canada au grand complet, et elle vit dans la peur d’attirer l’attention de l’appareil de sécurité du gouvernement, en particulier dans le cadre des activités de la DRE de l’ARC.

La sénatrice Cordy : Merci beaucoup, maître Carter. Je ne suis pas membre régulière du comité, mais j’ai choisi une excellente journée pour y être. La discussion est fascinante.

Y a-t-il une différence entre les audits ciblant des organisations comme les Proud Boys et les campagnes GoFundMe que nous avons vues en février dernier à Ottawa et les audits ciblant des organismes de bienfaisance musulmans?

Me Carter : Merci, sénatrice. Il y a une différence. La définition d’un organisme sans but lucratif selon le GAFI englobe de façon générale non seulement les organismes de bienfaisance enregistrés, mais en plus, les organismes sans but lucratif. Ce sont des organismes qui sont exonérés d’impôt, mais qui n’ont pas l’avantage de pouvoir remettre des reçus pour dons de bienfaisance. Ce ne sont pas des organismes de bienfaisance.

a non-profit organization. They would not be subject to audits by RAD. RAD only has the ability to audit registered charities.

Muslim charities, like all charities in Canada, need the ability to raise funds and be able to issue donation receipts. The focus of RAD is actually narrower than what the FATF has called for, and that was one of the reasons why Canada's rating with the FATF in 2021 was demoted, because they were not taking a broad enough look. I think your example of the Proud Boys is a very good one. If we are really concerned about threats to Canada, it should have the full spectrum of listed organizations and not just Muslim charities.

Senator Cordy: Thank you for that. That's very interesting, and I thought that's what you would answer.

You said that Canada must do a better job in dealing with how Muslim charities are dealt with, and you reiterated that in your answer to me. What's the first step? What are some of the rules that we should immediately look at? Are they rules, or is it just a built-in bias? Sometimes you can change the rules but it's not really going to change what happens. Is it changing the rules or looking at the bias, or is it a combination?

Mr. Carter: Yes, I think it's the government structure issue. This is much bigger than just Canada Revenue Agency, and in some ways just focusing on them as being the problem misses the point. This is a whole-of-government problem. That's why I said in my recommendations that what we need to do is, first of all, look at the 2015 national inherent risk assessment. It's out of date; it's eight years old. Things have changed since then. The selection of 82% Muslim charities is not reflective of the real threats that Canada is facing. That's number one.

Number two is that the involvement of RAD within Canada Revenue Agency as an extension of the whole-of-government security approach is providing RAD with tools that are conflating the Income Tax Act and national security. This is providing RAD with the ability to go after Muslim charities that they think or have a suspicion might be involved in terrorist activities, but they don't have to prove that the charity was involved in terrorist activities. They don't deal with criminal matters. They don't have to worry about proving something beyond a reasonable doubt. They don't even have to prove on a civil standard basis of a balance of probabilities. They don't have to prove anything, because a charity has tremendous benefits, and under the Income Tax Act, it's the obligation of the charity to prove to the Minister of National Revenue that there is no

Quand vous parlez des Proud Boys, cette organisation s'inscrit probablement dans la catégorie des organismes sans but lucratif. L'organisation ne ferait pas l'objet d'un audit par la DRE. La DRE est seulement habilitée à vérifier les organismes de bienfaisance enregistrés.

Les organismes de bienfaisance musulmans, comme tous les autres organismes de bienfaisance au Canada, doivent pouvoir recueillir des fonds et doivent pouvoir remettre des reçus de dons. La DRE cible donc un champ plus restreint que ce que le GAFI demande, et c'est l'une des raisons pour lesquelles le GAFI a abaissé la notation du Canada en 2021, parce que son approche n'était pas assez vaste. Je pense que les Proud Boys, dont vous avez parlé, sont un excellent exemple. Si nous sommes vraiment préoccupés par les menaces contre le Canada, il devrait y avoir un éventail complet d'organismes inscrits, et pas seulement des organismes de bienfaisance musulmans.

La sénatrice Cordy : Merci. C'est très intéressant. J'ai pensé que vous répondriez en ce sens.

Vous avez dit que le Canada doit s'améliorer dans la façon dont il traite les organismes de bienfaisance musulmans, et vous l'avez réitéré dans votre réponse à ma question. Quelle serait la première étape? Quelles seraient certaines des règles que nous devrions tout de suite examiner? Est-ce même des règles, ou plutôt des préjugés qui sont intégrés au système? Parfois, même si les règles changent, cela n'a pas d'effet réel sur ce qui se fait. Faut-il changer les règles, s'attaquer aux préjugés, ou les deux?

Me Carter : Oui, je pense que c'est un problème dans toute la structure gouvernementale. Cela dépasse largement la seule Agence du revenu du Canada, et de certaines façons, on passe à côté de l'essentiel si on s'attarde uniquement à l'ARC. C'est un problème pangouvernemental. C'est pourquoi j'ai dit, dans mes recommandations, que ce que nous devons d'abord faire, c'est examiner l'évaluation nationale des risques inhérents de 2015. C'est désuet, cela date de huit ans. Les choses ont changé depuis. Le fait que 82 % des groupes désignés sont des organismes de bienfaisance musulmans ne reflète pas la réalité des menaces contre le Canada. Voilà le point numéro un.

Ensuite, les activités de la DRE au sein de l'Agence du revenu du Canada constituent un prolongement de l'approche de sécurité pangouvernementale, qui donne à la DRE des outils qui confondent la Loi de l'impôt sur le revenu et la Sécurité nationale. Cela veut dire que la DRE peut s'en prendre aux organismes de bienfaisance musulmans si elle pense ou soupçonne que ces organismes sont impliqués dans des activités terroristes, mais elle n'a pas à démontrer que l'organisme de bienfaisance était impliqué dans des activités terroristes. La DRE ne s'occupe pas des aspects criminels. Elle n'a pas à se soucier de démontrer quoi que ce soit hors de tout doute raisonnable. Elle n'a même pas à démontrer quoi que ce soit selon la norme civile de la prépondérance des probabilités. Elle n'a pas à démontrer quoi que ce soit, parce qu'un organisme de

basis on which to revoke their charitable status. That's very powerful. So when that is used by an extension of the security apparatus in Canada as being part of the charities directorate, it becomes an extremely powerful tool to which Muslim charities cannot adequately respond. They can't.

Senator Cordy: Thank you very much.

[*Translation*]

Senator Gerba: Thank you to our witnesses. Mr. Carter, as a lawyer and adviser to clients who have had to deal with this legislation, you tell us that the current procedures must be changed. If you had a recommendation to make to us, where should we start if we want to change the rules and the criteria for classifying these organizations, which naturally make them fall into the category of at-risk organizations?

[*English*]

Mr. Carter: Thank you, senator. Let me try to respond by giving you a bit more detail about my recommendations.

First of all, with regard to the review of the national inherent risk management assessment from 2015, one of the things that could be done is to expand the notion of what a non-profit organization is so that it isn't just limited to registered charities, so if there are, in fact, organizations that are a problem or a threat to Canada, they can be taken into account in relation to the risk assessment.

Second, I'm not sure that there needs to be such a large apparatus within the charities directorate. The last time I checked — or at least when I read some witness statements — there were over 40 employees in RAD, and they have tremendous resources available to them. Again, it's focused on one particular segment of Canadian society.

The reality is that we don't have charities in Canada that are being charged with terrorist activities. In fact, I have got a document here put out by Revenue Canada that is called

bienfaisance a des avantages énormes, et en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, il incombe à l'organisme de bienfaisance de démontrer à la ministre du Revenu national qu'il n'y a aucune raison de révoquer son statut d'organisme de bienfaisance. C'est un pouvoir énorme. Donc, quand ce pouvoir est utilisé par le prolongement de l'appareil de sécurité du Canada qui fait aussi partie de la Direction des organismes de bienfaisance, cela donne un outil extrêmement puissant, contre lequel les organismes de bienfaisance musulmans n'ont pas de recours adéquats. Ils ne peuvent rien faire.

La sénatrice Cordy : Merci beaucoup.

[*Français*]

La sénatrice Gerba : Merci à nos témoins. Maître Carter, vous qui êtes juriste et conseiller pour des clients qui ont eu à subir cette loi, vous nous dites que les procédures actuelles doivent être modifiées. Si vous aviez une recommandation à nous faire, par où devrait-on commencer si l'on souhaite modifier les règles et les critères de classification de ces organismes qui font que, naturellement, ils tombent dans la catégorie des organismes à risque?

[*Traduction*]

Me Carter : Merci, sénatrice. Si vous me le permettez, je vais répondre en vous donnant un peu plus de détails sur mes recommandations.

D'abord et avant tout, en ce qui concerne l'examen de l'évaluation nationale de gestion des risques inhérents, qui date de 2015, l'une des choses qui pourraient être faites, c'est d'élargir la définition d'un organisme sans but lucratif, afin qu'elle ne se limite pas aux seuls organismes de bienfaisance enregistrés. Alors, s'il y a réellement des organismes qui constituent un problème ou une menace pour le Canada, ils pourront être ciblés dans l'évaluation des risques.

Ensuite, je ne suis pas certain qu'il est nécessaire d'avoir un appareil tellement vaste dans la Direction des organismes de bienfaisance. La dernière fois que j'ai regardé — ou du moins, que j'ai lu les déclarations de certains témoins —, la DRE comptait plus de 40 employés, qui disposaient d'énormément de ressources. Encore, cela cible une tranche spécifique de la société canadienne.

La réalité, c'est qu'aucun organisme de bienfaisance au Canada n'est accusé de se livrer à des activités terroristes. À dire vrai, j'ai un document ici, publié par Revenu Canada, intitulé

“Checklist for charities on avoiding terrorist abuse.” It is current as of 2021, and it says:

Fortunately, the experience in Canada and elsewhere suggests that terrorist abuse within the charitable sector is rare, but it does happen and there are vulnerabilities.

Well, if it's so rare, what are we doing having such significant focus on it? When it comes to choosing which groups we're going to focus on, in 2015 the Department of Finance focused on 9 out of 11 groups. If you take a look at the current list of entities — there are 77 of them — only 72% are Islamic-based, and 7 of them are now neo-Nazis, White supremacist groups, which are not mentioned at all.

There's another list in Canada, the list under the Regulations Implementing the United Nations Resolutions on the Suppression of Terrorism. There are 36 of them listed there — and it's determined by the United Nations — and 6 of them are Irish.

I say that with some humour, I suppose, because I'm Irish. That's my background. I happen to have dual citizenship because my grandmother was Irish, and I'm proud of it. But if we're going to start to be fair in what we're doing, then we should be looking at groups other than just Muslims. The work that needs to be done is a strong statement to Finance that they can do better with regards to their outdated 2015 national inherent risk assessment.

Senator Arnot: Thank you, Mr. Carter.

According to a 2021 report by the International Civil Liberties Monitoring Group, Muslim charities in Canada represented less than half of 1% of charities in 2015, but from 2008 to 2015, 75% of all charities revoked by the RAD were charities that were Muslim. The unfairness of that statistic stands out.

You said that charitable abuse is, in fact, relatively rare. You also indicated that, as far as you're aware, no criminal charges were laid for any organization being involved in terrorism and connected to a Muslim charity.

You've talked about the criminal standard of proof beyond a reasonable doubt, which is a very high standard, and the civil standard of balance of probabilities. You've indicated the audits that RAD is doing almost have a reverse onus where it's assumed or presumed that you're guilty unless you are able to prove something otherwise.

Liste de contrôle pour les organismes de bienfaisance sur des façons d'éviter l'abus à des fins terroristes. La dernière mise à jour date de 2021, et je cite :

Heureusement, l'expérience canadienne et internationale démontre que l'abus à des fins terroristes au sein du secteur de la bienfaisance est rare, mais que c'est possible, et que la vulnérabilité est réelle.

Eh bien, si c'est tellement rare, pourquoi accordons-nous une si grande priorité à cela? Quand il était temps de choisir quels groupes cibler en priorité, en 2015, le ministère des Finances s'est attardé à neuf groupes parmi onze. Si vous regardez la liste actuelle des entités — il y en a 77 —, seulement 72 % sont islamiques. Il y en a sept qui sont maintenant néonazis, des groupes de la suprématie blanche, mais ils ne sont pas mentionnés du tout.

Il y a une autre liste au Canada, la liste dans le Règlement d'application des résolutions des Nations unies sur la lutte contre le terrorisme. Il y a 36 entités inscrites à cette liste — sélectionnées par les Nations unies —, et 6 d'entre elles sont irlandaises.

Je le dis avec un peu d'ironie, j'imagine, parce que je suis Irlandais. Ce sont mes racines. J'ai la double citoyenneté, parce que ma grand-mère était Irlandaise, et j'en suis fier. Malgré tout, si nous voulons commencer à être justes dans ce que nous faisons, nous devrions commencer à cibler d'autres groupes que seulement les musulmans. Le travail qui doit être fait envoie un message fort au ministère des Finances, pour lui dire qu'il peut faire mieux par rapport à l'évaluation nationale des risques inhérents, qui est désuète parce qu'elle remonte à 2015.

Le sénateur Arnot : Merci, maître Carter.

Selon un rapport publié en 2021 par la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles, les organismes de bienfaisance musulmans au Canada représentaient moins de 0,5 % des organismes de bienfaisance en 2015, mais entre 2008 et 2015, 75 % de tous les organismes de bienfaisance qui ont vu leur statut révoqué par la DRE étaient musulmans. L'injustice saute aux yeux dans cette statistique.

Vous avez dit que l'abus par des organismes de bienfaisance était, en réalité, relativement rare. Vous avez aussi dit que, à votre connaissance, qu'aucun organisme n'avait été accusé au criminel d'avoir contribué à des activités terroristes, y compris d'avoir les liens avec un organisme de bienfaisance musulman.

Vous avez parlé de la norme de preuve en matière criminelle, qui est celle de la preuve hors de tout doute raisonnable, une norme très élevée, et aussi de la norme civile de la prépondérance des probabilités. Vous avez dit que, dans les audits menés par la DRE, le fardeau de la preuve est pour ainsi dire inversé, parce que la culpabilité est tenue pour acquise ou présumée, s'il n'y a pas de preuve du contraire.

Should we be doing something about that reverse onus in this model that is currently being used? I understand your recommendation to start by a review of the 2015 national inherent risk assessment, which might be the foundation for some of this apparent unfairness.

Mr. Carter: Thank you, senator. Regarding the reverse onus that I referred to, first, that's my comment on it. I see it as a reverse onus, but it's based on the Income Tax Act, specifically paragraph 230(2)(a). In essence, it says that every registered charity has an obligation to maintain books and records in Canada containing:

. . . information in such form as will enable the Minister to determine whether there are any grounds for the revocation of its registration under this Act.

As a result, whether it be a Muslim charity or a non-Muslim charity, when the Canada Revenue Agency comes in to do an audit, they'll point out the areas of non-compliance that they see, and they'll send what is called an administrative fairness letter and provide the charity with the opportunity to respond. In that response, it's then up to the charity to prove that it is compliant with the obligation under the Income Tax Act.

What are those obligations? You've got to maintain very detailed books and records. That's a starting point. You've got to make sure that you're filing your T3010 correctly. You have to be able to exercise direction and control over your operations. There are a number of obligations that take place.

Often, charities will be given a second chance and will be able to enter into a compliance agreement with the Canada Revenue Agency. I have had many successful resolutions to matters, but I don't find that as much with Muslim charities. I can't do a comparison. I tried to look at our records, but it wasn't possible to do that. However, out of the ten audits of Muslim charities, one of them is ongoing — so now we're looking at nine — and five of the nine are revocations. We got compliance agreements on three of them, so we're happy about that; and one had a financial penalty, which we were successful in reversing on an internal appeal.

Five out of nine? When I look at the statements that come from the Canada Revenue Agency concerning the approach that they take, I go back to the evidence that was provided back in 2015 and 2016 by the former director general of the Canada

Devrions-nous intervenir pour corriger ce fardeau inversé dans le modèle qui est actuellement en place? Je comprends que vous avez recommandé de commencer par examiner l'évaluation nationale inhérente des risques de 2015, parce qu'il s'agit possiblement du fondement, du moins en partie, de cette injustice manifeste.

Me Carter : Merci, sénateur. Quand j'ai parlé d'un fardeau inversé de la preuve, tout d'abord, c'est mon opinion. Je vois cela comme un fardeau inversé, mais c'est ce qui est prévu dans la Loi de l'impôt sur le revenu, plus précisément à l'alinéa 230(2)a). Essentiellement, il est écrit que tous les organismes de bienfaisance enregistrés au Canada ont l'obligation de tenir des livres de comptes et des registres contenant :

[...] des renseignements sous une forme qui permet au ministre de déterminer s'il existe des motifs de révocation de l'enregistrement de l'organisme ou de l'association en vertu de la présente loi.

Cela veut dire que quand l'Agence du revenu du Canada réalise un audit, qu'il s'agisse d'un organisme de bienfaisance musulman ou non, l'ARC va signaler les problèmes de conformité qu'elle détecte, puis elle va envoyer ce qu'on appelle une lettre d'équité administrative pour donner à l'organisme de bienfaisance l'occasion de répondre, et dans cette réponse, il incombe à l'organisme de bienfaisance de démontrer qu'il s'est conformé à l'obligation en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

De quelles obligations s'agit-il? Vous devez tenir des livres de comptes et des registres très détaillés. C'est le début. Vous devez vous être assuré d'avoir rempli correctement votre rapport T3010. Vous devez être en mesure de diriger et de contrôler vos activités. Il y a un certain nombre d'obligations à respecter.

Souvent, on va donner aux organismes de bienfaisance une deuxième chance, et ils vont pouvoir conclure à un accord d'observance avec l'Agence du revenu du Canada. J'ai moi-même réussi à régler de nombreux cas de manière satisfaisante, mais les choses sont plus difficiles quand il s'agit d'organismes de bienfaisance musulmans. Je ne peux pas faire de comparaison, j'ai essayé de consulter nos registres, mais c'était impossible. Malgré tout, sur les dix audits ciblant des organismes de bienfaisance musulmans, il y en a un qui est toujours en cours — donc, nous savons le résultat des neuf autres —, et l'issue de cinq de ces neuf audits a été une révocation. Un accord d'observance a été conclu pour trois d'entre eux, et nous en sommes bien contents; et une sanction financière a été imposée pour une autre, mais nous avons réussi à l'annuler à la suite d'un appel interne.

Mais cinq sur neuf? Quand je regarde les déclarations de l'Agence du revenu du Canada sur son approche, je retourne voir le témoignage en 2015 et en 2016 de l'ancienne directrice générale de l'Agence du revenu du Canada — je peux le citer, si

Revenue Agency — and I can quote it if you would like me to do so. Basically, when RAD finds an organization that they're concerned about because they may have some proximity to some type of activity that they consider may be supporting terrorist financing, then they can use the requirements under the Income Tax Act that really pushes charities to be as compliant as they possibly can. They can use those non-compliant matters as a basis to deregister the charity and get rid of the problem without ever having to prove that support of terrorism financing that is taking place. That's not right.

The Chair: I'm sorry to interrupt, but I have senators who want to ask you questions on the second round.

Mr. Carter: No problem. Thank you.

Senator Omidvar: Mr. Carter, outside your recommendation that Finance should do a better job in its national inherent risk assessment work, it seems to me that RAD, in and of itself in the CRA, is something we need to understand better because it has been mentioned time and time again. At the National Summit on Islamophobia, the top ask was to deal with Islamophobia in the CRA. The witnesses knew. We all heard about how RAD operates.

It seems like RAD is like an elite group of 40 individuals with little oversight and accountability — at least in the way I look at it. Do you think a solution could be to have independent civilian oversight of RAD so that charities are not issued onerous compliance letters, or revoked and/or that the tax ombudsman who currently reports to the minister of the CRA be truly an independent ombudsman? I'm giving you two proposals, kind of mixed up, all to do with independent civilian oversight.

Mr. Carter: Thank you, senator. I think those are good suggestions. I'm just going to focus on a couple of things that you mentioned.

There's no question that RAD is a very elite group. When they go in to do an audit — and, this is the testimony that Mr. Alistair Bland gave back in 2016 — they have a number of different individuals that go in to do specialized work, whether it be with regards to security, intelligence or in relation to IT. It's a very elite group that goes in to do those audits.

The overview should be done by the National Security and Intelligence Review Agency. That was the agency that was formed in 2019 because there was not one body that had oversight over the whole intelligence apparatus in Canada, and

vous le voulez. Essentiellement, quand la DRE a des préoccupations au sujet d'une organisation, parce qu'elle a peut-être une certaine proximité avec un certain type d'activité qui, à son avis, pourrait contribuer au financement d'activités terroristes, elle peut invoquer les exigences prévues dans la Loi de l'impôt sur le revenu pour vraiment forcer les organismes de bienfaisance à se conformer autant que possible, puis elle peut utiliser l'inobservation pour révoquer l'enregistrement de l'organisme de bienfaisance et donc éliminer le problème sans jamais avoir à prouver que l'organisme participe au financement d'activités terroristes, dans les faits. Ce n'est pas correct.

La présidente : Je suis désolée de vous interrompre, mais d'autres sénateurs aimeraient que nous fassions un deuxième tour pour vous poser des questions.

Me Carter : Aucun problème. Merci.

La sénatrice Omidvar : Maître Carter, mis à part votre recommandation que le ministère des Finances fasse un meilleur travail relativement à l'évaluation nationale des risques inhérents, il me semble que nous avons besoin de mieux comprendre la DRE, et donc l'ARC elle-même, parce que c'est quelque chose qui a été mentionné encore et encore. Lors du Sommet national sur l'islamophobie, la chose qui était le plus demandée était de régler le problème de l'islamophobie à l'ARC. Les témoins savaient. Nous vous avons tous entendu parler de la façon dont agit la DRE.

C'est comme si la DRE était un groupe d'élite de 40 personnes, sans supervision ni comptes à rendre — du moins, c'est mon point de vue. Selon vous, une solution pourrait-elle être d'avoir un organisme civil indépendant pour surveiller la DRE, afin que les organismes de bienfaisance ne continuent pas à recevoir des lettres de conformité excessivement rigoureuses ou de se faire révoquer leur statut, et de veiller à ce que l'ombudsman des contribuables, qui relève actuellement de la ministre de l'Agence du revenu du Canada, ait une véritable indépendance? Ce sont mes deux propositions, que j'ai un peu mélangées, mais elles reviennent toutes les deux à une surveillance civile indépendante.

Me Carter : Merci, sénatrice. Je pense que vos propositions sont bonnes. Seulement, je vais m'attarder à deux ou trois choses que vous avez dites.

Il est très clair que la DRE est vraiment un groupe d'élite. Quand elle effectue un audit — comme M. Alistair Bland l'avait déclaré en 2016 — elle a diverses personnes qui interviennent pour faire un travail spécialisé, que ce soit à l'égard de la sécurité, du renseignement ou de la TI. C'est vraiment un groupe d'élite qui intervient pour réaliser ces audits.

La surveillance devrait être faite par l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement. C'est un organisme qui a été formé en 2019, parce qu'il n'y avait personne qui assurait une surveillance

there was a real concern about that. There had been a request to have that type of oversight for many years. That would be the body that should be doing the review. They have oversight over Canada Revenue Agency as part of the security apparatus that is in place, and that's why one of my recommendations is to have them go in to do an investigation of RAD to see how RAD is selecting and processing Muslim charities and then determine whether we need RAD. Can we maybe deal with the compliance issues of Muslim charities like any other group within the charitable sector, through their regular compliance division?

So work needs to be done by the National Security Intelligence Review Agency. I think that's the body that the Senate should recommend becoming involved.

Senator Omidvar: What do you think about the Taxpayers' Ombudsman, who is currently appointed by the Minister of the CRA but who is not independent as he's within the system?

Mr. Carter: He made the recommendation that there should be the involvement of the National Security Intelligence Review Agency. He recommended that in the testimony he gave to your committee. He recognized that he didn't have the authority to have the oversight. No one has authority on security matters other than the National Security Intelligence Review Agency. Thank goodness we have it in place. That's whom we should be calling upon.

Senator Omidvar: Thank you. They are coming as a witness, soon, so that's a good heads-up.

Senator Arnot: Mr. Carter, you were involved with 5 revocations out of 10 situations. You seem to be offended by some of the unfairness. It's almost as if those that are charged, in effect, can't really defend themselves.

You were giving a detailed explanation of that. Could you amplify that or carry on with the explanation you were giving earlier to my first question?

Mr. Carter: Thank you, senator. I don't think it's so much that I'm offended; I'm concerned as a Canadian.

Our country is based upon the concept of the rule of law, and when we have procedures that can have a significant impact, particularly upon a vulnerable segment of our society — and that's the Muslim community — that is all based upon discretion —

globale de l'appareil de renseignement au Canada, et cela soulevait de réelles préoccupations. On réclamait depuis des années ce genre de surveillance; c'est l'organisme qui devrait être chargé d'examiner cela. L'office surveille l'Agence du revenu du Canada, dans l'ensemble de l'appareil de sécurité, et c'est pourquoi l'une de mes recommandations est de lui demander de lancer une enquête sur la DRE pour voir comment la DRE sélectionne et traite les organismes de bienfaisance musulmans, puis ensuite pour décider si nous avons besoin de la DRE. Peut-être que nous pourrions traiter les organismes de bienfaisance musulmans qui ont des problèmes de conformité comme n'importe quel autre groupe du secteur de la bienfaisance, en passant comme cela se fait normalement par la Division de l'observation de l'ARC.

Donc, l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement devrait faire le travail. Je pense que le Sénat devrait recommander que cet organisme intervienne.

La sénatrice Omidvar : Que pensez-vous de l'ombudsman des contribuables, qui, présentement, est nommé par la ministre de l'ARC, mais qui n'est pas indépendant, étant donné qu'il fait partie du système?

Me Carter : Il a recommandé que l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement intervienne. Il a fait cette recommandation quand il a témoigné devant votre comité. Il a reconnu qu'il n'était pas habilité à effectuer ce genre de surveillance. Personne n'a ce pouvoir, lorsqu'il s'agit de sécurité, mis à part l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement. Dieu merci, cet organisme existe, et c'est à lui que nous devrions demander de l'aide.

La sénatrice Omidvar : Merci. Ses représentants vont témoigner bientôt, alors cela nous aide à bien nous préparer.

Le sénateur Arnot : Maître Carter, dans les 10 cas auxquels vous avez participé, 5 ont abouti à une révocation. Vous semblez trouver offensante, d'une certaine façon, cette injustice. Pour ainsi dire, ceux qui sont accusés, concrètement, ne peuvent pas se défendre.

Vous nous expliquez cela en détail. Pourriez-vous nous en fournir davantage, ou poursuivre l'explication que vous donniez plus tôt, en réponse à la première question?

Me Carter : Merci, sénateur. Je ne pense pas que je trouve cela vraiment offensant, c'est plutôt que la situation me préoccupe, en tant que Canadien.

Notre pays est fondé sur l'idée de la primauté du droit, et quand il y a des procédures qui peuvent avoir des conséquences considérables, en particulier sur une tranche vulnérable de notre société — et c'est la communauté musulmane — qui découlent toutes d'un pouvoir discrétionnaire...

We know a problem when we see it. We know a terrorist when we see one. We know there's a problem, and then we can bring to bear some tools that can be used with Muslim charities differently than with other charities. That's a problem.

There are many people I know in CRA. They all try, and I recognize that. But they're driven by this national inherent risk assessment. They're probably trying to do their job; they probably think that they're protecting Canada. But we've got the FATF saying that there are countries — they don't name Canada — but there are countries that are going too far.

Last week, I was speaking at the American Bar Association about updates in Canada. I mentioned I was going to appear today as a witness. The lawyers whom I've talked to were absolutely incredulous. "What are you doing talking about the threats from Muslim charities? That's 15 years ago." The topics they were talking about were, for example, whether you can make mitigation of climate change into a charitable purpose. That's a topic they're looking at.

That's the existential risk to all of us. It's not Muslim charities. That's way behind. They're just very surprised that this continues to be a topic of discussion.

The Chair: Thank you.

Mr. Carter, I will ask the final question. Our committee has heard about different types of structural biases that are or might be present in CRA, including the bias that it casts Muslims as outsiders and foreigners.

To what extent do you feel the structural bias against Muslims is present in the CRA, and what can the federal government do about it?

Mr. Carter: It's there. The witnesses you've had before your committee have said as much. Specifically, when the Director General of the Charities Directorate appeared, she said on November 28:

. . . When we are looking at risk, it all goes back to the national inherent risk assessment, which is the responsibility of the Department of Finance.

If you look at the list of threat actors, whether we like it or not, the threats may or seem to appear in particular racialized communities.

On reconnaît qu'il y a un problème quand on le voit. On reconnaît un terroriste quand on en voit un. Nous savons qu'il y a un problème, et on peut invoquer des mécanismes qui peuvent être utilisés différemment pour les organismes de bienfaisance musulmans, en comparaison des autres organismes de bienfaisance. C'est un problème.

Je connais beaucoup de personnes qui travaillent pour l'ARC. Elles font leur possible, je le reconnais, mais elles suivent l'évaluation nationale des risques inhérents. Elles essaient probablement de faire leur travail, et elles pensent probablement qu'elles protègent le Canada, mais il demeure que le GAFI a déclaré qu'il y a des pays — sans nommer le Canada —, mais qu'il y a des pays qui vont trop loin.

La semaine dernière, je me suis adressé à l'Association du Barreau américain pour lui donner une mise à jour de la situation au Canada. J'ai mentionné que j'allais comparaître aujourd'hui comme témoin. Les avocats à qui j'ai parlé n'en croyaient pas leurs oreilles. « Pourquoi nous parlez-vous de menaces venant des organismes de bienfaisance musulmans? C'est dépassé de 15 ans. » Les sujets qu'on abordait étaient, par exemple, est-ce que l'atténuation des changements climatiques peut être une activité de bienfaisance. Voilà un sujet qui les intéresse.

Voilà un risque existentiel qui nous concerne tous, au lieu des organismes de bienfaisance musulmans. C'est de l'histoire ancienne. Ils étaient tout simplement très surpris que nous continuions d'en discuter.

La présidente : Merci.

Maître Carter, je vais poser la dernière question. Au comité, nous avons entendu parler de divers types de préjugés organisationnels qui existent ou qui pourraient exister au sein de l'ARC, par exemple le préjugé selon lequel les musulmans ne sont pas des nôtres, qu'ils sont des étrangers.

Selon vous, dans quelle mesure ce préjugé organisationnel contre les musulmans existe-t-il au sein de l'ARC, et comment le gouvernement fédéral pourrait-il régler le problème?

Me Carter : Il existe. Les gens qui ont témoigné devant votre comité l'ont confirmé. Je pense plus précisément à la directrice générale de la Direction des organismes de bienfaisance, qui a déclaré, le 28 novembre :

[...] Au moment d'examiner le risque, tout tient à l'Évaluation nationale des risques inhérents, qui relève du ministère des Finances.

Si vous jetez un coup d'œil sur la liste des acteurs de menaces, que cela nous plaise ou non, les menaces peuvent apparaître ou semblent apparaître dans des communautés racisées en particulier.

So they've recognized there's an issue. They're saying they're driven because they're trying to live up to the national inherent risk assessment, to which I would respond that we then have to do something completely different. Finance needs to step up to the plate to say, "This is not 2001. This is not even 2015. This is 2023. We need to do things better and differently." They need to take the lead in changing the security mentality within the Canadian government so we're not focused just on Muslim charities. It's not right, and it's not fair.

The Chair: Thank you.

Senator Jaffer: Mr. Carter, I'm sorry I arrived late. But from what I've heard, I want to ask you to expand upon what you were saying when you were speaking to people in the States and they thought that this was really backward or whatever your words were. Can you expand upon exactly what kinds of things they were saying? What should Canada be doing?

Mr. Carter: The focus of discussion was how tax-exempt organizations down in the States can become involved in investing in the mitigation of climate change in order to improve our whole world. That was the focus.

When I gave the update about Canada and talked to a number of lawyers on a personal basis, they just shook their heads. They didn't understand it.

The U.S. Department of the Treasury came out with a risk matrix back in 2002 and 2007. They haven't really focused on it since then, for almost 15 years. In Canada, risk is now a very major focus for the Canada Revenue Agency. I'll give you an example. They've come up with new draft guidance dealing with qualifying disbursements. Instead of trying to make it easier for charities to be able to work with non-registered charities, this guidance has a focus on risk. Risk is the major concern, and they've actually come out with a risk matrix that's similar to the U.S. Treasury.

I give that as an example, senator, that the Canada Revenue Agency seems to be stuck in an approach that the rest of the world has moved on from, and the CRA is still there. They're back 15 years. We have bigger threats and problems in Canada than to focus on a minority group within our country.

Senator Jaffer: Mr. Carter, I'm going to read the whole transcript of what you said, but we focus on the officials and on the Canada Revenue Agency, but there is a minister. Doesn't a lot of the fault lie with the government and the minister for the leadership they are showing? Shouldn't some of that blame be on

Donc, elle reconnaît qu'il y a un problème. Ce qu'elle dit, c'est qu'ils agissent ainsi parce qu'ils essaient de respecter l'évaluation nationale des risques inhérents, et à cela, je répondrais que nous devrions donc faire quelque chose de tout à fait différent. Le ministère des Finances doit prendre ses responsabilités et dire : « Nous ne sommes pas en 2001. Nous ne sommes même pas en 2015. Nous sommes en 2023. Nous devons faire les choses mieux et différemment. » Le ministère doit donner l'exemple pour changer la mentalité de sécurité du gouvernement canadien, pour cesser de cibler uniquement les organismes de bienfaisance musulmans. Ce n'est pas correct, et ce n'est pas juste.

La présidente : Merci.

La sénatrice Jaffer : Maître Carter, excusez mon retard, mais d'après ce que j'ai entendu, je voulais vous demander d'approfondir ce que vous disiez, par rapport à votre discussion avec les États-Unis, où les gens pensaient que tout cela était vraiment rétrograde, ou quelle que soit la formulation que vous avez employée. Pouvez-vous nous dire exactement ce que les gens disaient? Qu'est-ce que le Canada devrait faire?

Me Carter : La discussion était surtout axée sur la façon dont les organismes exonérés d'impôt aux États-Unis peuvent investir dans la lutte contre les changements climatiques afin d'améliorer le monde entier. C'était le sujet de la discussion.

Quand je leur ai donné une mise à jour sur la situation au Canada et que j'ai parlé à certains avocats personnellement, ils ont simplement secoué la tête. Ils ne comprenaient pas.

Le département du Trésor des États-Unis a publié une matrice de risque en 2002 et en 2007, puis n'y a plus vraiment porté attention depuis presque 15 ans. Au Canada, le risque est devenu une préoccupation très majeure pour l'Agence du revenu du Canada. Laissez-moi vous donner un exemple : l'ARC a élaboré une nouvelle ébauche de lignes directrices pour les versements admissibles. Au lieu d'essayer de simplifier la tâche aux organismes de bienfaisance qui veulent travailler avec des organismes de bienfaisance non enregistrés, ces lignes directrices mettent l'accent sur le risque. Le risque est une préoccupation majeure, et l'ARC a même fini par publier une matrice de risque qui ressemble à celle du Trésor des États-Unis.

Si je donne cet exemple, sénatrice, c'est que l'Agence du revenu du Canada semble être figée dans cette approche, alors que le reste du monde est passé à autre chose, mais pas l'ARC. Elle est figée 15 ans en arrière. Nous avons des menaces et des problèmes plus importants au Canada que de cibler un groupe minoritaire dans notre pays.

La sénatrice Jaffer : Maître Carter, je vais lire la transcription complète de ce que vous avez dit, mais même si on met l'accent sur les fonctionnaires et sur l'Agence du revenu du Canada, il y a aussi la ministre. Le blâme ne revient-il pas en grande partie au gouvernement et à la ministre, à l'exemple

the minister and the government? The government is talking about inclusivity and diversity, and then in the Muslim community, there is such anger. They can't understand why the charities are pointed at separately. What do you think? Shouldn't the minister and the Prime Minister be playing a better role?

Mr. Carter: The government could, can and should be stepping up to the plate to do something. We saw this in 2015. When the current government was elected, there was concern about the Canada Revenue Agency having a focus on auditing environmental charities. I don't know whether you recall that. At that time, the government then imposed a suspension of any further audits of environmental charities because it was considered to be problematic. So if this government — particularly in dealing with Finance, which seems to be in charge of the risk assessment — wants to do something, they can do something, and they need to do something because I don't think they're in sync with the rest of the world. I think FATF is moving on and they're not, and they're still focused on something that goes back many years.

To answer your question, the government can and should step up to the plate.

Senator Jaffer: I've run out of time. Because we're trying to prepare a report, may I impose on you to tell us what recommendations you think the government should be looking at? I'm going to have to ask you to send them in writing if you can, please.

Mr. Carter: They're in the transcript, senator. I've already given those.

Senator Omidvar: I have a very brief question, since you've raised the United States, one of the most security risk-conscious countries in the world. They don't do this. They don't do what we do with a sort of elite department that goes around almost playing hide-and-seek, so to speak, from what I've heard. They investigate through their investigative arms as opposed to through a division within their charities directorate, whatever they may do. We're quite unique in that way. Is that right?

Mr. Carter: We're quite unique. Absolutely.

The Chair: Thank you, Mr. Carter. I would like to thank you sincerely for appearing before us today. Your assistance with our study is greatly appreciated.

I shall now introduce our second panel. Our witnesses have been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from the witnesses and then turn to questions from the

qu'ils donnent? Ne devrions-nous pas blâmer, jusqu'à un certain point, la ministre et le gouvernement? Le gouvernement parle d'inclusivité et de diversité, mais dans la communauté musulmane, il y a une réelle colère. La communauté musulmane ne comprend pas pourquoi ses organismes de bienfaisance sont mis à part. Qu'en pensez-vous? La ministre et le premier ministre ne devraient-ils pas jouer un rôle meilleur?

Me Carter : Le gouvernement pourrait, peut et doit prendre ses responsabilités et intervenir. Nous l'avons vu en 2015. Quand le gouvernement actuel a été élu, la préoccupation était que l'Agence du revenu du Canada priorisait les organismes de bienfaisance environnementaux pour ses audits. Je ne sais pas si vous vous en souvenez. À l'époque, le gouvernement a alors suspendu tous les audits futurs concernant les organismes de bienfaisance environnementaux, parce que cela était considéré comme étant problématique. Donc, si le gouvernement — et en particulier le ministère des Finances, qui semble être responsable de l'évaluation des risques — veut intervenir, il peut le faire, et il doit le faire, parce que je pense qu'il y a un décalage entre le gouvernement et le reste du monde. Je pense que le GAFI va de l'avant, mais pas notre gouvernement, parce qu'il continue d'insister sur quelque chose qui remonte à de nombreuses années.

Pour répondre à votre question, le gouvernement peut et devrait prendre ses responsabilités.

La sénatrice Jaffer : Mon temps est écoulé. Nous essayons de préparer un rapport, alors puis-je vous demander de nous donner vos recommandations sur ce que le gouvernement devrait envisager? Je vais vous demander de nous répondre par écrit, si vous le pouvez, s'il vous plaît.

Me Carter : C'est dans la transcription, sénatrice. J'ai déjà donné mes recommandations.

La sénatrice Omidvar : J'ai une question très brève, parce que vous avez parlé des États-Unis, l'un des pays qui accorde le plus d'importance au risque au monde. Pourtant, les États-Unis ne font pas cela. Ils n'ont pas une sorte d'organisme d'élite qui, disons, travaille dans l'ombre, d'après ce que j'ai entendu. Leurs enquêtes sont menées par des organismes d'enquête, et non pas par une division de leur direction des organismes de bienfaisance, ou peu importe ce qu'ils ont. C'est une situation unique au Canada, n'est-ce pas?

Me Carter : C'est très unique, absolument.

La présidente : Merci, maître Carter. Je tiens à vous remercier sincèrement d'avoir témoigné aujourd'hui. Nous vous sommes très reconnaissants de votre aide dans le cadre de notre étude.

Je vais maintenant présenter notre deuxième groupe de témoins. Nous leur avons demandé de présenter une déclaration préliminaire de cinq minutes. Les témoins vont nous présenter

senators. Senators, I just want to remind you that this shall be a one-hour panel.

We have the pleasure to welcome in person at the table, Iqra Khalid, Member of Parliament for Mississauga-Erin Mills, Sameer Zuberi, Member of Parliament for Pierrefonds-Dollard and Naheed Nenshi, former mayor of Calgary. Welcome to all of you.

I invite MP Khalid to make a presentation.

Iqra Khalid, Member of Parliament for Mississauga—Erin Mills: Thank you very much, Madam Chair, and thank you to the senators for having me here today. I'll start first and foremost by acknowledging that we are gathered on the traditional and unceded territories of the Anishinaabe Algonquin, who have travelled and inhabited these lands for millennia. We acknowledge the enduring presence of all First Nations, Métis and Inuit people on these lands. I would also like to recognize the presence of my colleague MP Sameer Zuberi, and I look forward to hearing your important perspectives on today's study.

Canada has and continues to see an alarming increase in racism and hate crimes that target all communities, but especially the Muslim community, in our country. According to Statistics Canada, police-reported hate crimes targeting Muslims were up by 71% in 2021.

Now we can all refer to history and understand that there have been so many deaths in Canada. There have been so many instances of hatred directed towards the Muslim community through active Islamophobia, the Jewish community through acts of anti-Semitism, the Asian community through anti-Asian racism, the Black community through anti-Black racism and so much more.

Today, I'm hoping that I can give you a bit of insight into my world. In December of 2016, I tabled motion number 103 in the House of Commons that tried to combat systemic racism and religious discrimination, including Islamophobia, in our country. It was based on an e-petition, e-411, that had been circulated across the country and had garnered about 70,000 signatures, asking our government to combat Islamophobia. Its premise was that Muslims are not terrorists. That really struck me in my heart.

In addition, I had done a lot of research. The *Globe and Mail* had done research that talked about the racism that exists in Canada, how it impacts people and the alarming numbers of people that were impacted from all corners of life — newcomers, people that looked different, people that loved different. All of

leurs exposés, puis nous passerons à la période des questions des sénateurs. Chers collègues, je veux seulement vous rappeler que nous avons une heure avec ces témoins.

Nous avons le plaisir d'accueillir en personne, à la table, Mme Iqra Khalid, députée de Mississauga—Erin Mills; M. Sameer Zuberi, député de Pierrefonds—Dollard; et M. Naheed Nenshi, ancien maire de Calgary. Bienvenue à tous.

Je vais inviter Mme Khalid à nous présenter son exposé.

Iqra Khalid, députée, Mississauga—Erin Mills : Merci beaucoup, madame la présidente, et merci aux sénateurs et sénatrices de m'accueillir ici aujourd'hui. Je commencerai tout d'abord par souligner que nous nous réunissons aujourd'hui sur le territoire ancestral et non cédé du peuple algonquin anishinabe, qui a parcouru ces terres et y a habité pendant des millénaires. Nous reconnaissons la présence durable de toutes les Premières Nations, des Métis et des Inuits sur ces terres. Je tiens aussi à souligner la présence de mon collègue, M. Sameer Zuberi. Je suis impatiente d'écouter vos opinions importantes dans le cadre de l'étude d'aujourd'hui.

Il y a eu une montée alarmante du racisme et des crimes haineux au Canada, montée qui se poursuit, contre toutes les communautés, mais en particulier contre la communauté musulmane de notre pays. Selon Statistique Canada, les crimes haineux signalés à la police contre des musulmans ont augmenté de 71 % en 2021.

Nous n'avons tous qu'à regarder en arrière pour savoir qu'il y a eu énormément de morts au Canada. Il y a eu tant d'incidents de haine dirigée contre la communauté musulmane, activement à cause de l'islamophobie; contre la communauté juive par des actes d'antisémitisme; contre la communauté asiatique par le racisme anti-asiatique; contre la communauté noire par le racisme anti-noir, et tellement plus.

Aujourd'hui, j'espère pouvoir vous donner un bref aperçu de mon monde. En décembre 2016, j'ai déposé la motion numéro 103 devant la Chambre des communes pour tenter de lutter contre le racisme systémique et la discrimination religieuse, y compris contre l'islamophobie, dans notre pays. La motion était fondée sur une pétition électronique, la pétition e-411, qui avait été diffusée à l'échelle du pays et qui avait récolté environ 70 000 signatures, pour demander à notre gouvernement de lutter contre l'islamophobie. La prémisse était que les musulmans ne sont pas des terroristes. Cela m'a touchée droit au cœur.

J'ai aussi fait énormément de recherches. Le *Globe and Mail* a fait des recherches sur le racisme qui existe au Canada, sur ses conséquences pour les gens de tous les horizons et sur le nombre alarmant de personnes qui en subissent les répercussions — les nouveaux arrivants, et les gens qui se distinguent par leur

it really impacted who we are as Canadians and our equality of opportunity.

In December 2016, when I tabled motion 103, I talked about my own experiences as a young Muslim woman, being a newcomer in Canada, having to go through high school with a hijab and having to deal with what my life circumstances were. But in January of 2017, I was shocked and dismayed when six Muslims were gunned down in a masjid in Quebec. I had thought at that time that with my motion, this would be a kumbaya moment for the country to say, “This is hatred. This is something that we should be combatting.” But the reality was far from that. The reality was that I became a target for Islamophobia — the exact thing that I was trying to combat. For months and months I received tens and thousands of emails filled with hatred and death threats. My community, my sisters who wore the hijab, young people, felt targeted and victimized.

Motion 103, which called for a study into the issue of systemic racism and religious discrimination in our country, including Islamophobia, called for a study in the Heritage Committee to look into how we could develop a whole-of-government approach to combat this disease within us, how we could work together to ensure that each and every one of us felt included and protected but, most importantly, had the equality of opportunity to succeed within our country.

The motion did pass with a majority vote in the House of Commons in March of 2017, I believe. It’s been six years now. Since then, our government has taken a serious approach as to how we combat Islamophobia and all types of systemic racism and religious discrimination. I am happy to talk about it in our question and answer session, but I just want to highlight the importance of that equality of opportunity.

Whether it is through our anti-racism strategy, through the Islamophobia summit, through appointing a special representative for Islamophobia and anti-Semitism, through providing \$23 million to ensure that vulnerable communities are able to build capacity, ultimately the objective of our government and the objective of this study should be about how we can provide equality of opportunity for each and every Canadian, regardless of whom they worship, what they look like, what colour their skin is or who they love. I think that is the ultimate goal of any government: to ensure that we are all treated as equal.

We all know that there is an economic benefit when we include minorities, when we include women and when we include each and every person who has merit in our economy. We actually do better. We increase our GDP. Most importantly,

appearance ou par leur amour. Tout cela a vraiment un impact sur qui nous sommes en tant que Canadiens et sur l’égalité des chances.

En décembre 2016, quand j’ai déposé la motion 103, j’ai parlé de mes propres expériences en tant que jeune femme musulmane, en tant que nouvelle arrivante au Canada, qui a dû faire l’école secondaire en portant un hidjab et qui devait faire face à ses circonstances de vie. Mais, en janvier 2017, j’ai été choquée et désemparée quand six musulmans ont été abattus dans une mosquée à Québec. À l’époque, je pensais que ma motion allait être un moment de rapprochement, où le pays dirait : « Voici la haine, voici ce que nous devrions combattre. » Mais la réalité a été tout autre. La réalité, c’est que je suis devenue une cible pour l’islamophobie... ce que j’essayais justement de combattre. Pendant des mois et des mois, j’ai reçu des dizaines de milliers de courriels remplis de haine et de menaces de mort. Ma communauté, mes sœurs qui portent le hidjab, les jeunes, se sont sentis ciblés et victimisés.

La motion 103 réclamait une étude sur le problème du racisme systémique et de la discrimination religieuse dans notre pays, y compris l’islamophobie, une étude réalisée par le Comité du patrimoine afin d’examiner des façons d’élaborer une approche pangouvernementale pour combattre ce mal qui nous habite, des façons de travailler ensemble pour veiller à ce que chacun d’entre nous se sente inclus et protégé, et fait plus important encore, ait une chance égale de réussir dans notre pays.

La motion a été adoptée par un vote majoritaire à la Chambre des communes en mars 2017, je crois. Cela fait six ans maintenant. Depuis, notre gouvernement a adopté une approche sérieuse dans la façon dont nous luttons contre l’islamophobie et contre tous les types de racisme systémique et de discrimination religieuse. Je serai heureuse d’en parler pendant la période de questions, mais je voulais simplement souligner l’importance de l’égalité des chances.

Que ce soit grâce à notre stratégie contre le racisme, grâce au sommet sur l’islamophobie, grâce à la nomination d’une représentante spéciale chargée de la lutte contre l’islamophobie et l’antisémitisme, grâce aux 23 millions de dollars pour faire en sorte que les communautés vulnérables ont ce qu’il faut pour renforcer leurs capacités, l’objectif de notre gouvernement et l’objectif de votre étude devraient, en définitive, être de savoir comment nous pouvons assurer l’égalité des chances pour chaque Canadien et Canadienne, peu importe sa religion, son apparence, la couleur de sa peau ou qui il et elle aime. Je pense que le but ultime de tout gouvernement est de veiller à ce que tous et toutes soient traités équitablement.

Nous savons tous qu’il y a des avantages économiques à inclure les minorités, les femmes et tout le monde qui le mérite dans notre économie. C’est ainsi que nous nous améliorons. C’est ainsi que nous rehaussons notre PIB. Fait plus important

we raise strong kids for our future. We raise a strong group that is going to lead our country in the future.

With that, Madam Chair, I'll say thank you for having me here today and I look forward to your questions.

The Chair: Thank you, MP Khalid. I will now turn to MP Zuberi for his statement.

[*Translation*]

Sameer Zuberi, Member of Parliament for Pierrefonds—Dollard: Thank you all for being here for this important study and for giving us the opportunity to speak with you today.

[*English*]

This study around Islamophobia is extremely important. It's a lived reality for many Canadians. It's something that we, as a society, are seeking to tackle, but we must continue to address. It's something, as my colleague Iqra Khalid mentioned, that leads to under-representation, underemployment and the lack of full attainment of human potential. It's something that we, as I said, must address.

[*Translation*]

I would like to share with you a bit of my background and history. I was born in Montreal.

[*English*]

My dad immigrated here in the seventies from Pakistan. My mom is from Brockville, Ontario. Her families have been here for several generations. She is mixed Italian-Scottish heritage. I'm the eldest of six children. I was born in 1979, and I came of age after 2001, when I was in my undergrad in university. Up until that point, I was just a normal math student. I wasn't involved in our work around humanities and social sciences. I was focused on theories, numbers and abstract concepts.

Two things propelled me to do what I do today, 20 years on. One was a series of events that led to me being involved within student life. The second was the context in which we found ourselves after 2001, when discrimination became pronounced and acute towards anybody who is perceived to be Muslim and people who are Muslim. Both those who are perceived to be and were Muslim were on the receiving end of a crystallized form of opinion that led to a lot of misunderstanding and false impressions. I'll share one example.

encore, nous élevons des enfants forts pour notre avenir. Nous élevons un groupe fort qui va diriger notre pays dans l'avenir.

Sur ce, madame la présidente, je veux vous remercier de m'avoir accueillie ici aujourd'hui, et je suis impatiente de répondre à vos questions.

La présidente : Merci, madame Khalid. La parole va maintenant à M. Zuberi, pour sa déclaration.

[*Français*]

Sameer Zuberi, député, Pierrefonds—Dollard : Merci à tous et à toutes d'être ici pour cette importante étude et de nous donner l'occasion de parler avec vous aujourd'hui.

[*Traduction*]

Votre étude sur l'islamophobie est extrêmement importante. C'est une réalité que vivent de nombreux Canadiens et de nombreuses Canadiennes. C'est quelque chose que nous, en tant que société, voulons régler, mais nous devons continuer de nous y attaquer. C'est quelque chose qui, comme ma collègue Mme Khalid l'a mentionné, mène à la sous-représentation et au sous-emploi et qui empêche les gens d'atteindre leur plein potentiel en tant qu'humain. Comme je l'ai dit, c'est un problème que nous devons corriger.

[*Français*]

J'aimerais partager avec vous un peu de mon parcours et de mon histoire. Je suis né à Montréal.

[*Traduction*]

Mon père a immigré ici dans les années 1970 depuis le Pakistan. Ma mère vient de Brockville, en Ontario. Sa famille est ici depuis plusieurs générations. Elle est d'origine italienne et écossaise. Je suis l'aîné de six enfants. Je suis né en 1979, mais je peux dire que je suis devenu adulte après 2001. À l'époque, j'étais étudiant de premier cycle à l'université. Jusque-là, j'étais un simple étudiant en mathématiques. Je ne contribuais pas à notre travail en sciences humaines et sociales. Je me concentrais sur les théories, les chiffres et les concepts abstraits.

Deux choses m'ont poussé à faire ce que je fais aujourd'hui, 20 ans plus tard. Premièrement, il y a eu une série d'événements qui m'ont poussé à m'impliquer dans la vie étudiante. Deuxièmement, il y a eu le contexte dans lequel nous nous sommes retrouvés après 2001, lorsque la discrimination contre les gens qui étaient présumés être musulmans ou qui l'étaient réellement était très prononcée et très forte. L'opinion s'est cristallisée contre les musulmans et ceux qui étaient présumés l'être, et cela a mené à énormément de malentendus et de fausses impressions. Je vais vous donner un exemple.

I was in CEGEP. In Quebec, we have two years of CEGEP after Grade 11, which leads us to university for three years. I had a close friend in CEGEP — I say “close” because we had several intimate conversations. For me, that is close. When you open up and have an intimate conversation, you are close. We didn’t see each other for about a year or two. A few months after 2001, he greeted me with — and I have small facial hair; I might have had none at the time — “Osama bin Sameer.” That was the first thing that came to his mind. This was somebody that I had shared intimate conversation with. Yes, it might have been a bit of a *maladroit* remark, but it was on his mind, and it just came out. In some ways, I am happy that it did, because we in Canada are polite, but we also think things. What he said was just something that he thought. He didn’t think I was a nefarious individual, but that thought did cross his mind.

Fast forward to today. I have been involved in community work for the last 20 years in Montreal, touching Ontario, Ottawa, Toronto and other parts of the country. A lot of my work has focused on anti-discrimination in the post-2001 context, addressing issues like the Maher Arar inquiry and the Iacobucci inquiry, where Canadians were rendered to torture because of false notes by our security agencies on them. I worked on those files. I also worked on the files of women who were being discriminated against because of what they wore or people who wanted to practise their faith quietly, but practise their faith still.

I want to highlight, while I have the microphone, a few important accomplishments of our government since 2015. I want to remind those who are watching the context immediately before 2015 that at the time we were having a national conversation around barbaric cultural practices and snitch lines to call on our neighbours because they are a little bit, in our minds, questionable. Fast forward to today. Our government has listed neo-Nazi organizations. We have allocated \$85 million over four years to an anti-racism strategy. We have committed almost \$90 million over five years to address the targeting of terrorist financing within the CRA. We have committed to creating an oversight body for the Canada Border Services Agency. We have also recently named a special representative to combat Islamophobia, allocating \$5.6 million over six years. We have created an archival database of who Muslims are from confederation to today, 4 million over four years. Importantly, we have also said that we will intervene in Bill 21 when it goes to the Supreme Court, and we have also stood firm on Charter rights, saying that the pre-emptive use of the notwithstanding clause is deeply troubling.

J’étais au cégep. Au Québec, les étudiants vont au cégep après la 11^e année, puis à l’université pendant trois ans. J’avais un ami proche au cégep... je dis « proche », parce que nous avons eu plusieurs discussions personnelles. Pour moi, c’est ça, un ami proche. Quand vous vous ouvrez et que vous avez une discussion personnelle, vous êtes proche. Nous ne nous sommes pas vus pendant un an ou deux. Quelques mois après 2001, il m’a salué en disant — et j’ai un peu de barbe, mais je n’en avais peut-être pas à l’époque — « Osama bin Sameer ». C’est la première chose qui lui est venue à l’esprit. C’était une personne avec qui j’avais eu des discussions personnelles. D’accord, c’était peut-être juste un commentaire maladroit, mais il y a pensé, et il l’a dit. D’une certaine façon, je suis content qu’il l’ait fait, parce qu’au Canada, nous sommes polis, mais nous pensons, aussi. Ce qu’il a dit, c’est simplement ce qu’il a pensé. Je ne pense pas que c’était une mauvaise personne, mais cette pensée lui a effleuré l’esprit.

Aujourd’hui, cela fait 20 ans que je m’implique dans la communauté de Montréal, ainsi qu’un peu en Ontario, à Ottawa, à Toronto et dans d’autres régions du pays. Une grande partie de mon travail est axée sur la lutte contre la discrimination, dans le contexte de l’après-2001, par exemple les enquêtes concernant Maher Arar et Iacobucci, où des Canadiens ont été remis à des tortionnaires, à cause de fausses notes que nos organismes de sécurité avaient à leur sujet. J’ai travaillé sur ces dossiers. J’ai aussi travaillé sur les dossiers de femmes victimes de discrimination en raison de ce qu’elles portaient ou de gens qui voulaient pratiquer leur religion paisiblement, mais tout de même la pratiquer.

Je veux souligner, pendant que j’ai la parole, quelques-uns des accomplissements importants de notre gouvernement depuis 2015. Je veux rappeler à ceux et celles qui nous regardent le contexte dans lequel nous étions tout de suite après 2015 : nous avons une discussion nationale sur les pratiques culturelles barbares et des lignes de dénonciation si on voulait dénoncer nos voisins parce qu’ils étaient, dans notre esprit, louches. Aujourd’hui, notre gouvernement a une liste d’organisations néonazies. Il a consacré 85 millions de dollars sur quatre ans à une stratégie de lutte contre le racisme. Nous nous sommes engagés à fournir près de 90 millions sur cinq ans pour corriger la lutte menée par l’ARC au financement du terrorisme. Nous nous sommes engagés à créer un organisme de surveillance pour l’Agence des services frontaliers du Canada. Nous avons aussi récemment nommé une représentante spéciale de la lutte contre l’islamophobie, initiative à laquelle nous avons consacré 5,6 millions de dollars sur six ans. Nous avons créé une base de données d’archives sur les musulmans, depuis la Confédération jusqu’à aujourd’hui, et y avons consacré 4 millions de dollars sur quatre ans. Fait plus important encore, nous avons dit que nous interviendrons contre le projet de loi 21 lorsque l’affaire sera portée devant la Cour suprême, et nous continuons d’être d’ardents défenseurs des droits protégés par la Charte; nous avons souligné que nous trouvons troublant que la clause nonobstant soit utilisée de façon préventive.

I would like to share one last thing. My heart was warmed in a way by the solidarity after the Quebec City attack, and I was asked to be a spokesperson in the immediate aftermath of that in Montreal. I remember the day after that tragic event occurred, when six men lost their lives, it was bitterly cold in Montreal — almost -30 degrees — and we gathered, as Montrealers, in a public square. As we were standing on the stage, I looked out into the crowd, and I saw the vast majority of people who were there, present in that bitter cold to stand in solidarity with the community, were not part of that community. They were from the majority of society, saying that we, as Quebecers, reject what happened. That was a beautiful moment, and I ask that we think about that, think about those moments, and try to harness that important enthusiasm for goodwill and understanding. Thank you.

The Chair: Thank you.

[*Translation*]

Naheed Nenshi, Former Mayor of Calgary, as an individual: Good morning, everyone. I am very happy to be here today to discuss this very important subject. I am going to do most of my speech in English today, because we have learned — especially in the last few weeks — how important it is to be very precise in our language when discussing such important things.

[*English*]

I'm joining you today from my fully equipped home studio — which is also my dining room because people still aren't coming over for dinner — here on very ancient land in the shadows of the Rocky Mountains. This place that the Blackfoot have called Moh-kíns-tsis has drawn people since time immemorial. They are drawn here by those waters, the two rivers that come together. Moh-kíns-tsis means “the elbow,” the place where the rivers come together. The original inhabitants of this land were Niitsítapi, just meaning “the people.” We call them the people of the Blackfoot confederacy now, the Siksika, the Piikani and the Kainai First Nations. They are joined here by the mountain people, the Îyârhe Nakodabi people, the Chiniki, Wesley and Bearspaw First Nations. By the beaver people, whom we call the Tsuut'ina people, whose land is adjacent to the city of Calgary. Métis people came here very quickly.

For the last 150 years or so, this place where those rivers come together has been a place of welcoming, of refuge, safety, prosperity, opportunity and freedom for people from every corner of this broken earth. Here in Alberta, we have a very long Muslim history. Some say that the first Muslims to arrive in Canada actually came here, where they formed trading relationships with Indigenous peoples. We know that the first

J'aimerais dire une dernière chose. Cela m'a fait chaud au cœur, pour ainsi dire, de voir la solidarité qu'il y a eu après l'attaque à Québec, et on m'a demandé d'être porte-parole à Montréal, immédiatement après l'événement. Je me rappelle le jour après la tragédie où six hommes ont perdu la vie. Il faisait très froid à Montréal — presque -30 —, et nous nous sommes réunis, Montréalais, sur la place publique. Nous étions sur la scène, et j'ai regardé la foule, et j'ai vu qu'une grande majorité des personnes présentes, présentes dans le froid mordant pour être solidaires de la communauté, ne faisaient pas partie de cette communauté. C'était des gens de la société majoritaire, qui disaient que nous, en tant que Québécois, rejetons ce qui était arrivé. C'était un très beau moment, et j'aimerais que nous y pensions, que nous réfléchissions à ces moments, pour essayer d'avoir le même enthousiasme important, plein de bonne volonté et de compréhension. Merci.

La présidente : Merci.

[*Français*]

Naheed Nenshi, ancien maire de Calgary, à titre personnel : Bonjour, tout le monde. Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour discuter de ce sujet fort important. Je vais faire la majorité de mon discours en anglais aujourd'hui, parce qu'on a bien appris — particulièrement au cours des dernières semaines — à quel point il est important d'être très précis dans notre langue lorsqu'on discute de choses aussi importantes.

[*Traduction*]

Je m'adresse à vous aujourd'hui depuis mon studio maison à la fine pointe de la technologie — qui est aussi ma salle à manger parce que je n'ai toujours pas recommencé à avoir de la visite —, ici, sur les terres très anciennes tout près des Rocheuses. Les Pieds-Noirs appellent cet endroit Moh-kíns-tsis; il attire les gens depuis des temps immémoriaux. Ce qui attire les gens, ce sont les eaux, les deux rivières qui se rejoignent. Moh-kíns-tsis veut dire « le coude », l'endroit où les rivières se réunissent. Les premiers habitants de cette terre étaient les Niitsítapi, ce qui veut simplement dire « le peuple ». Aujourd'hui, nous les appelons le peuple de la Confédération des Pieds-Noirs, les Premières Nations Siksika, Piikani et Kainai. Ils sont ici avec le peuple des montagnes, les Premières Nations Îyârhe Nakodabi, Chiniki, Wesley et Bearspaw. Nous sommes aussi près des Danezaa, que nous appelons aussi les Tsuut'ina, dont les terres sont adjacentes à la ville de Calgary. Les Métis sont très rapidement venus ici.

Au cours des 150 dernières années ou environ, cet endroit où les rivières se réunissent a été un lieu accueillant, de refuge, de sécurité, de prospérité, de possibilité et de liberté pour des gens de tous les horizons de notre terre brisée. Ici, en Alberta, il y a une très longue histoire musulmane. On dit que les premiers musulmans qui sont arrivés au Canada sont venus ici, où ils ont formé des relations commerciales avec les Autochtones. Nous

mosque in Canada, the Al Rashid mosque, was built in Edmonton in 1938 by Ukrainian tradespeople, largely, to serve the Muslim population of this area. The first elected cabinet minister of Muslim descent in Canada, Larry Shaben, was an Albertan. We currently have the first Muslim Lieutenant Governor anywhere in the Commonwealth, I believe, here.

And then there's me. When I was elected, on October 18, 2010, the very next day, I suddenly found myself extremely famous. I was on CNN; I was in *Time* magazine; I was interviewed by Al Jazeera. I wasn't being interviewed because of my exceptionally brilliant campaign, my thoughts on urbanism or public transit or because of my incredible good looks. Interestingly, I wasn't even being interviewed because of the colour of my skin — I was the first non-White mayor of any major city in Canada. All people cared about was my faith. The first Muslim mayor in the Western world. I was a bit surprised that people were so interested in this all over the world. In fact, national media like *The Globe and Mail* took years to call me just the mayor of Calgary and not the “Muslim” mayor of Calgary.

At this point, I had a choice to make. Did I want to talk about my Muslim faith? After all, I'm not an imam or Muslim scholar, and I didn't want to be defined as that Muslim guy. I even hesitated coming here today to talk about Islamophobia. But at that time in 2010, I also felt that things were changing, and not necessarily for the better. We had situations where people around the world were talking about increasing anti-Muslim sentiment, and I thought, you know what? Here's an opportunity for us to tell the world about a place where pluralism works, where multiculturalism works and where diversity works. Canada — Alberta — Calgary. If I have the ability to play a tiny part, if I had been given that chance, then perhaps I should do that. One of the lines that I always used was that, growing up in Calgary, I never for a moment thought that there was any job in the community, except maybe priest or rabbi, that was unavailable to me because of my faith.

Things got worse. In 2015, things changed in a very significant way. Do I believe that the government of that day in its barbaric cultural practices act and the niqab ban was particularly Islamophobic or that those people were Islamophobic? No. Do I believe they saw political benefit in a cost-benefit analysis by targeting Muslims? Yes, I do.

I saw the response to MP Khalid's motion 103, which frankly — and apologize for saying this — just said, “We don't like bad stuff.” Yet all of the response that happened — all the

savons que la première mosquée du Canada, la mosquée Al Rashid, a été construite à Edmonton en 1938 par des commerçants ukrainiens, surtout pour servir la population musulmane de la région. Le premier ministre élu d'ascendance musulmane au Canada, Larry Shaben, était un Albertain. Nous avons ici aussi la première lieutenant-gouverneure musulmane de tout le Commonwealth, je crois.

Puis, il y a moi. Quand j'ai été élu, le 18 octobre 2010, pas plus tard que le lendemain, je suis soudainement devenu très célèbre. Je passais à CNN, j'étais dans le *Time*; j'ai été interviewé par Al Jazeera. Mais on ne m'interviewait pas parce que j'avais mené une campagne exceptionnellement réussie, pour connaître mon opinion sur l'urbanisme ni même pour ma grande prestance. C'est intéressant que je n'étais même pas interviewé à cause de la couleur de ma peau, car j'étais tout de même le premier maire de couleur de n'importe quelle grande ville au Canada. Tout ce qui intéressait les gens, c'était ma religion. J'étais le premier maire musulman en Occident. Cela m'a un peu surpris de savoir que les gens trouvaient cela si intéressant, partout dans le monde. À dire vrai, cela a pris des années pour qu'un média national comme le *Globe and Mail* m'appelle simplement le maire de Calgary et non pas le maire « musulman » de Calgary.

À ce moment-là, je devais faire un choix. Est-ce que je voulais parler de ma foi musulmane? Après tout, je ne suis pas un imam ni même un érudit musulman, et je ne voulais pas qu'être musulman soit ce qui me définit. J'ai même hésité à m'adresser à vous aujourd'hui pour parler d'islamophobie. Mais, en 2010, j'avais aussi l'impression que les choses étaient en train de changer, et pas nécessairement pour le mieux. Il y avait des situations où des gens de partout dans le monde parlaient de la montée du sentiment antimusulman, et je me suis dit : pourquoi pas? C'est une occasion pour nous de parler au monde d'un endroit où le pluralisme fonctionne, où le multiculturalisme fonctionne et où la diversité fonctionne. Au Canada, en Alberta, à Calgary. Si je peux jouer même un minuscule rôle, si on me donne cette chance, alors peut-être que je devrais le faire. Une réplique que j'utilisais toujours, c'était que, en grandissant à Calgary, je n'ai jamais pensé qu'il y avait un emploi dans la collectivité, à part peut-être prêtre ou rabbin, que je n'aurais pas pu occuper à cause de ma religion.

La situation s'est dégradée. En 2015, les choses ont grandement changé. Si vous vous demandez si je crois que le gouvernement de l'époque, avec sa loi sur les pratiques culturelles barbares et son interdiction du niqab était particulièrement islamophobe ou que ces gens étaient islamophobes, je répondrais non. Mais est-ce que je crois qu'ils ont perçu un avantage politique, en pesant le pour et le contre, s'ils ciblaient les musulmans? Oui, je le crois.

J'ai vu la réponse à la motion 103 de Mme Khalid qui, franchement — et je m'excuse de dire ceci — énonçait simplement : « Nous n'aimons pas les mauvaises choses. »

vitriol and the hatred came out, and frankly, the difficulty that our political and media class had in responding to that strongly bothered me deeply.

For the last many years, people across the country and I have spoken out against that law in Quebec — the only law in the entire Western hemisphere that actually says that there are certain jobs you cannot have, no matter how smart you are, based entirely upon your faith. I have been shocked at the silence of our political class in terms of dealing with all of this.

I have been extraordinarily vexed in the last few weeks by the response of our political class and our media class, by the shock and the pearl-clutching that we have seen, that someone we hired to fight Islamophobia might actually have something to say about Islamophobia. The fact that the special representative has been browbeaten, harangued, lectured to, forced to take meetings with people who are not interested in listening to her but are interested in using her to score political points, to me, really highlights a very serious problem in our country. We can say the right things. We can set aside cash to do things. Here in Alberta, we can give mosques extra money in order to have security and close-circuit cameras outside of their mosques to fight vandalism.

But where do we find the political courage to truly say, as Ms. Khalid was just saying — and I think she was quoting me — that the single most important thing about our community — the promise of our community — is very easy one: Regardless of where you come from, how you worship or whom you love, you belong here and you deserve a life of dignity here? It does not take courage to do that. It is not an act of great political bravery to simply stand up for the dignity of people.

We have to be able to get that through our establishment. I really thank you all for doing the hard work of understanding where we are as a community. I hope your report will pull no punches, because, again, it's not courage; it's just the right thing to do.

The Chair: Thank you for your presentations. We will now proceed to questions from senators.

As is our practice, I would like to remind each senator that you have five minutes, which includes the questions and the answers.

Senator Manning: Thank you to the witnesses for a very interesting conversation.

Pourtant, toute la réaction qui s'est produite, tout le vitriol et toute la haine sont sortis, et franchement, le mal que notre classe politique et médiatique a eu à répondre à cela m'ont profondément dérangé.

Depuis de nombreuses années, des gens de partout au pays et moi-même dénonçons cette loi au Québec, la seule loi de tout l'hémisphère occidental qui dit que vous ne pouvez pas exercer certains emplois, peu importe votre intelligence, entièrement en fonction de votre foi. J'ai été choqué par le silence de notre classe politique face à tout cela.

J'ai été extrêmement contrarié au cours des dernières semaines par la réaction de notre classe politique et de notre communauté médiatique, par le choc et les protestations ostentatoires que nous avons vues, du fait que quelqu'un que nous avons engagé pour lutter contre l'islamophobie pourrait avoir quelque chose à dire au sujet de l'islamophobie. Le fait que la représentante spéciale ait été intimidée, haranguée, qu'elle se soit fait faire la leçon et qu'elle ait été forcée de rencontrer des gens qui ne souhaitent pas l'écouter, mais qui souhaitent l'instrumentaliser pour se faire du capital politique, à mon avis, fait vraiment ressortir un problème très grave dans notre pays. Nous pouvons dire les bonnes choses. Nous pouvons mettre de l'argent de côté pour faire des choses. Ici, en Alberta, nous pouvons donner plus d'argent aux mosquées pour qu'elles aient des caméras de sécurité, des caméras en circuit fermé à l'extérieur de leurs installations pour lutter contre le vandalisme.

Mais où trouver le courage politique de dire vraiment, comme Mme Khalid vient de le dire — et je pense qu'elle me citait —, que la chose la plus importante de notre communauté — la promesse de notre communauté — est très simple : peu importe d'où vous venez, à qui vous vouez un culte ou qui vous aimez, vous avez votre place ici et méritez une vie digne ici? Il ne faut pas de courage pour faire cela. Ce n'est pas un acte d'une grande bravoure politique que de simplement défendre la dignité des gens.

Nous devons être capables de faire passer cela par notre établissement. Je vous remercie vraiment tous d'avoir fait le dur travail de comprendre où nous en sommes en tant que communauté. J'espère que votre rapport n'y ira pas de main morte, parce que, encore une fois, ce n'est pas du courage; c'est simplement la bonne chose à faire.

La présidente : Merci de vos exposés. Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs.

Comme à notre habitude, j'aimerais rappeler à chaque sénateur que vous avez cinq minutes, ce qui comprend les questions et les réponses.

Le sénateur Manning : Merci aux témoins pour une conversation très intéressante.

I'll put my first question to Ms. Khalid. Over the course of the study, several witnesses have told our committee about the significance of M-103, and the resulting report from the House of Commons Standing Committee on Canadian Heritage, which included recommendations related to the Federal Anti-Racism Secretariat and the use of Gender-based Analysis Plus as a positive tool in the federal public service.

Other witnesses have discussed how the backlash to M-103 demonstrated a concerning level of anti-Muslim hate in Canada.

Why do you think there was so much backlash to M-103, and how can that response be avoided in future to combat anti-Muslim hate? Are there outstanding recommendations from the Heritage Committee report that you believe are important to address?

Ms. Khalid: Thank you so much for those questions.

I really spent a lot of time thinking about why there was so much backlash to M-103, especially when we were just looking to provide comfort, support and equality of opportunity to those who are struggling to make it.

Ultimately, there were a lot of different factors that contributed to that hate. We saw that there was a Conservative leadership race that was happening, and a lot of the rhetoric that was being spewed and being spread around, and a lot of misinformation and disinformation about what M-103 was about, and what Islam and Muslims were really about, was being used to raise money. This is all on record.

That was very unfortunate.

Also, there is a significant lack of understanding. I don't want to use the word "ignorance," but I will say that we just don't know who our neighbours are anymore. That also really led to what happened with the rhetoric and the vitriol that I received as a result of M-103.

We can do better. What I really appreciate about that whole experience was that we went through a national conversation about what our rights are, where one person's rights begin and another's rights end, and how rights complement each other. Where does a person's right to practise their religion interfere with another person's right to safety and security of the person? And so on.

The report that came out of M-103 was an important one, and the work that has been done over the past number of years with respect to combatting not just Islamophobia but anti-Semitism and all forms of systemic racism and religious discrimination has been important.

Je vais poser ma première question à Mme Khalid. Dans le cadre de l'étude, plusieurs témoins ont parlé à notre comité de l'importance de la motion M-103, ainsi que du rapport du Comité permanent du patrimoine canadien de la Chambre des communes qui en a résulté, lequel comprenait des recommandations relatives au Secrétariat fédéral de lutte contre le racisme et à l'utilisation de l'analyse comparative entre les sexes plus comme outil positif dans la fonction publique fédérale.

D'autres témoins ont discuté de la façon dont les contrecoups qu'a suscités la motion M-103 a démontré un niveau inquiétant de haine contre les musulmans au Canada.

Pourquoi pensez-vous qu'il y ait eu autant de réactions à la motion M-103, et comment peut-on éviter cette réaction à l'avenir pour lutter contre la haine envers les musulmans? Y a-t-il des recommandations du rapport du Comité du patrimoine auxquelles il serait important de donner suite?

Mme Khalid : Merci beaucoup de poser ces questions.

J'ai vraiment passé beaucoup de temps à réfléchir aux raisons pour lesquelles il y a eu autant de réactions négatives à la motion M-103, surtout lorsque nous cherchions simplement à offrir du réconfort, du soutien et l'égalité des chances à ceux qui ont du mal à s'en sortir.

Au final, il y a eu beaucoup de facteurs différents qui ont contribué à cette haine. Nous avons vu qu'il y avait une course à la direction du Parti conservateur, et que beaucoup de discours dégueulasses diffusés, au même titre que beaucoup de désinformation propagée sur ce qu'était la motion M-103, et sur ce qu'étaient réellement l'islam et les musulmans, servaient à recueillir des fonds. Tout cela est consigné.

C'était très malheureux.

De plus, il y a un manque important de compréhension. Je ne veux pas utiliser le mot « ignorance », mais je dirais que nous ne savons tout simplement plus qui sont nos voisins. C'est ce qui a conduit aux discours vitrioliques dont j'ai été la cible à la suite de la motion M-103.

Nous pouvons faire mieux. Ce que j'aime vraiment dans toute cette expérience, c'est que nous avons eu une conversation nationale sur ce que sont nos droits, où commencent les droits d'une personne et où finissent ceux d'une autre, et comment les droits se complètent. Où le droit d'une personne de pratiquer sa religion interfère-t-il avec le droit d'une autre personne à la sûreté et à la sécurité? Et ainsi de suite.

Le rapport découlant de la motion M-103 était important, et le travail qui a été fait au cours des dernières années pour lutter non seulement contre l'islamophobie, mais aussi contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme systémique et de discrimination religieuse a été important.

Can we do more? Absolutely we can.

Senator Manning: Thank you.

As a follow up to that, I have had the privilege to be elected to office both provincially and federally, and the fact that you are here sitting with us this evening as members of Parliament means that you have support in your ridings to be here. I'm not going to question that part, but in your day-to-day activities as a member of Parliament here in Ottawa, how does the fact — they have concern for your safety and your work. How do you operate knowing full well that there is an element out there that may have — I hate to use the word “hate,” but it is what we witness in this country, sadly. How do you operate on a day-to-day basis, not necessarily in your riding but here in Ottawa?

Ms. Khalid: I'm really happy that the Parliamentary Protective Service, or PPS, have provided MPs with additional security, should they need it. I really appreciate that.

I sit on the National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians as one of my roles as a parliamentarian. I am also on the Standing Committee on Access to Information, Privacy and Ethics as a parliamentarian as well.

My main concern then and now has always been how I represent my community and how I can better support my community. I have not really spent a lot of time thinking about my own personal safety and security. The reason for that is because I trust Canadians. I know I am safe in my community. I just want to be able to do right by my constituency and for Canadians in general. I know the PPS is and has been there to help support us whenever there are challenges.

The Chair: I have to put you on second round, senator. We have a long list of senators.

Senator Jaffer: Thank you to all three of you. It's really an honour to have you all here.

I'm going to start with Mr. Nenshi first. *Ya Ali Madad*. I know you are the kind of person that will look at the recommendations. As you know, we are preparing the report. I'm putting you on the spot, but what three recommendations do you think this committee should make to the Senate?

Mr. Nenshi: I was hesitating in giving specific recommendations because I didn't want to presume I understood the work of the committee, but since you asked, I will go forward.

Pouvons-nous en faire plus? Absolument.

Le sénateur Manning : Merci.

Dans le même ordre d'idées, j'ai eu le privilège d'être élu à l'échelle provinciale et fédérale, et le fait que vous soyez ici ce soir en tant que députés signifie que vous avez l'appui de vos électeurs pour être ici. Je ne vais pas remettre en question cet aspect, mais dans vos activités quotidiennes en tant que députée ici à Ottawa, comment le fait... Ils se préoccupent de votre sécurité et de votre travail. Comment fonctionnez-vous en sachant très bien qu'il existe quelque chose qui... Je déteste utiliser le mot « haine », mais c'est ce dont nous sommes témoins dans notre pays, malheureusement. Comment fonctionnez-vous au quotidien, pas nécessairement dans votre circonscription, mais ici, à Ottawa?

Mme Khalid : Je suis vraiment heureuse que le Service de protection parlementaire, ou SPP, ait fourni aux députés une sécurité supplémentaire, au besoin. J'en suis vraiment reconnaissante.

Je siége au Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement dans le cadre de mes fonctions de parlementaire. Je fais également partie du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique en tant que parlementaire également.

Ma principale préoccupation, hier comme aujourd'hui, a toujours été de savoir comment je représente ma communauté et comment je peux mieux la soutenir. Je n'ai pas vraiment passé beaucoup de temps à réfléchir à ma propre sûreté et sécurité personnelles, car je fais confiance aux Canadiens. Je sais que je suis en sécurité dans ma communauté. Je veux simplement pouvoir bien servir ma circonscription et les Canadiens en général. Je sais que le SPP est là et qu'il a été là pour nous aider à relever les défis.

La présidente : Je dois vous mettre au deuxième tour, sénateur. Nous avons une longue liste de sénateurs.

La sénatrice Jaffer : Merci à vous trois. C'est vraiment un honneur de vous avoir tous ici.

Je vais commencer par M. Nenshi. *Ya Ali Madad*. Je sais que vous êtes le genre de personne qui examinera les recommandations. Comme vous le savez, nous préparons le rapport. Je vous mets sur la sellette, mais quelles sont les trois recommandations que, selon vous, le comité devrait faire au Sénat?

M. Nenshi : J'hésitais à fournir des recommandations particulières, parce que je ne voulais pas présumer que j'avais compris le travail du comité, mais puisque vous me l'avez demandé, je vais aller de l'avant.

Number one, we need a strong statement from this committee that across this country, the importance of the dignity of Muslim people matters and that Muslim people cannot be used as political footballs. That's a hard thing to say; we have seen from what has happened over the last few weeks, it has been difficult to say that. Specifically, I would love to see from this committee a straight-up condemnation of religiously bigoted laws across this country, including Bill 21 in Quebec.

Part of what the committee also needs to do is to really highlight the importance of acceptance of people from different religious backgrounds throughout the community. That goes far beyond what some might call Islamophobia. It would be dangerous if Islamophobia was defined as hate crimes, because there is much more to it than that, but there is a clear line between those things. If this committee were willing to make, for example, recommendations on the accreditation of foreign professionals and the importance of that in allowing people to really live meaningful lives within the community, that would be very important.

This committee can also make a strong statement around anti-racism and anti-religious bigotry in general. That really must be the basis for the work we do. When Ms. Khalid was just answering the question about why there was such a backlash on M-103, the one thing we have to remember is that some, but not all, of the Islamophobia we see is manufactured; it is by design. Political calculations have been done that show that targeting Muslims has a greater benefit than cost from a political perspective and a fundraising perspective, if I can be that crass.

This stuff didn't just happen; people across the country didn't just wake up and say, "I'm going to send death threats to Iqra Khalid." This stuff is organized. It's important that we stand up against that kind of design and organization as well.

Those are vague recommendations, and I know that, senator. But those are the kinds of statements that Canadians would feel very well served by coming from this committee.

Senator Jaffer: To both of you, *salaam alaikum*. I had a soft question for you, but now I'm going to ask you a hard question; forgive me.

You, MP Khalid, and you also, MP Zuberi, faced a lot of challenges when you introduced the Islamophobia motion. I remember the terrible way you were treated. I'll never forget it. Now we have Amira Elghawaby. She's being treated very badly.

I remember at the end, when you were being treated that way, the government did come and give you support. She's just left there. What worries me is she's being discredited even before

Premièrement, nous avons besoin d'une déclaration forte de la part du comité pour dire que, dans tout le pays, l'importance de la dignité des musulmans compte et que les musulmans ne peuvent pas être utilisés comme des ballons politiques. C'est une chose difficile à dire; d'après ce qui s'est passé ces dernières semaines, il est difficile de le dire. En particulier, j'aimerais que le comité condamne sans ambages les lois sectaires d'un bout à l'autre du pays, y compris le projet de loi 21 au Québec.

Une partie de ce que le comité doit faire également, c'est vraiment souligner l'importance de l'acceptation des gens de différentes confessions dans la communauté. Cela va bien au-delà de ce que certains pourraient appeler l'islamophobie. Il serait dangereux de définir l'islamophobie comme un crime haineux, car il y a beaucoup plus que cela, mais il y a une ligne de démarcation claire entre ces deux choses. Si le comité était prêt à faire, par exemple, des recommandations sur l'accréditation des professionnels étrangers et l'importance de cela pour permettre aux gens de vivre réellement une vie enrichissante au sein de la collectivité... ce serait très important.

Le comité peut également faire une déclaration ferme sur la lutte contre le racisme et le sectarisme religieux en général. Cela doit vraiment être la base du travail que nous faisons. Lorsque Mme Khalid a répondu à la question de savoir pourquoi il y a eu de tels contrecoups au sujet de la motion M-103, il ne faut pas oublier qu'une partie, mais pas la totalité, de l'islamophobie dont nous sommes témoins est fabriquée à dessein. Des calculs politiques ont été faits qui montrent que le ciblage des musulmans présente plus d'avantages que de coûts d'un point de vue politique et sur le plan de la collecte de fonds, si je peux être aussi grossier.

Cela ne s'est pas produit tout seul; les gens de partout au pays ne se sont pas réveillés en disant : « Je vais envoyer des menaces de mort à Iqra Khalid. » Ces choses sont organisées. Il est important que nous nous dressions contre ce type de conception et d'organisation également.

Ce sont des recommandations vagues, et je le sais, sénatrice Jaffer. Mais c'est le genre de déclarations que les Canadiens trouveraient très utiles de la part du comité.

La sénatrice Jaffer : À vous deux, *salaam alaikum*. J'avais une question facile à vous poser, mais je vais maintenant vous poser une question difficile; pardonnez-moi.

Vous, madame Khalid, et vous, monsieur le député Zuberi, avez fait face à de nombreux défis lorsque vous avez présenté la motion sur l'islamophobie. Je me souviens de la façon terrible dont vous avez été traités. Je ne l'oublierai jamais. Maintenant, nous avons Amira Elghawaby. Elle est très mal traitée.

Je me souviens qu'à la fin, lorsque vous étiez traitée de cette façon, le gouvernement est venu vous soutenir. Elle est juste abandonnée là. Ce qui m'inquiète, c'est qu'on la discrédite avant

she starts her work. Who wants to do the kind of work she will have to do with the way she's being discredited?

Of course, everybody has an opinion. You wouldn't want someone who has no opinion. I'm wondering if the two of you can say if the government is doing something concrete to give her support so that she's not completely in a place where she's alone.

I know it wasn't fun for you, Ms. Khalid.

The Chair: Before you answer, there is a feeling in the community as a whole that she was left on her own when she needed support and when she was being attacked. That is making the community wonder how much support she is going to get from the government when she goes about fulfilling her duties as the special representative for Islamophobia.

Mr. Zuberi: We just need to look at the comments of the Prime Minister. He has been very clear in standing firmly by her, saying that she has his support and his confidence. That was a clear statement made in the face of many calls, in Ottawa and elsewhere, for her to step down. I think that is leadership and a firm backing.

Now comes the important work that she has to do. Her job is to be an adviser to the federal government and to departments. This notion of being a bridge builder — She's not the intergovernmental affairs minister; she's not there to build relationships with communities across the country, but because of the conversation around her, it's now an implicit responsibility, I would say. But, expressly, her job is to be an adviser to federal departments.

I think that this response provides an opportunity, a window, for her to do the important and necessary work to have conversations. As Ms. Khalid mentioned, it's through interactions that discrimination melts, and studies show this. Studies show that, initially, when you have newly landed communities that bump into society at large, there is the dust of discrimination that is kicked up, but that does settle in time and as people get to know each other.

That is what must happen with her mandate. She will need to engage with communities across this country, have conversations and allow people to get to know her and what her job actually is.

Ms. Khalid: If I can add briefly to that. Amira is a badass. She is a sister, and we always support her and the work that she is doing, but I would also add that it is not solely her responsibility. It is also the community's responsibility to support her as she does this important work. It is also the community's and Canadians' responsibility to come together and

même qu'elle commence son travail. Qui veut faire le genre de travail qu'elle devra faire compte tenu de la façon dont elle est discréditée?

Bien sûr, tout le monde a une opinion. On ne voudrait pas de quelqu'un qui n'a pas d'opinion. Je me demande si vous pouvez tous les deux nous dire si le gouvernement fait quelque chose de concret pour l'appuyer afin qu'elle ne soit pas complètement seule.

Je sais que ce n'était pas amusant pour vous, madame Khalid.

La présidente : Avant que vous ne répondiez, j'aimerais dire que la collectivité dans son ensemble a l'impression qu'elle a été laissée à elle-même lorsqu'elle a eu besoin de soutien et lorsqu'elle a été attaquée. Cela amène la collectivité à se demander quel soutien elle recevra du gouvernement lorsqu'elle s'acquittera de ses fonctions de représentante spéciale pour l'islamophobie.

M. Zuberi : Il suffit de regarder les commentaires du premier ministre. Il a été très clair en la soutenant fermement, en disant qu'elle avait son soutien et sa confiance. C'était une déclaration claire faite devant de nombreux appels, à Ottawa et ailleurs, pour qu'elle démissionne. Je pense que cela montre du leadership et un soutien ferme.

Vient maintenant l'important travail qu'elle doit accomplir. Son travail consiste à être une conseillère pour le gouvernement fédéral et les ministères. Cette idée d'être un bâtisseur de ponts... Elle n'est pas la ministre des Affaires intergouvernementales; elle n'est pas là pour établir des relations avec les collectivités de tout le pays, mais à cause de la conversation qui l'entoure, c'est maintenant une responsabilité implicite, je dirais. Mais, expressément, son travail consiste à conseiller les ministères fédéraux.

Je pense que cette réponse lui donne l'occasion de faire le travail important et nécessaire pour avoir des conversations. Comme Mme Khalid l'a mentionné, c'est par les interactions que la discrimination fond, et les études le montrent. Les études montrent que, au départ, lorsque des communautés nouvellement arrivées se heurtent à la société en général, la poussière de la discrimination est soulevée, mais elle se dissipe avec le temps et à mesure que les gens apprennent à se connaître.

C'est ce qui doit se passer avec son mandat. Elle devra communiquer avec les collectivités de tout le pays, avoir des conversations et permettre aux gens d'apprendre à la connaître et à connaître son travail.

Mme Khalid : Si je peux ajouter brièvement quelque chose. Mme Elghawaby est une dure à cuire. C'est une sœur, et nous la soutenons toujours, elle et le travail qu'elle fait, mais je voudrais aussi ajouter que ce n'est pas seulement sa responsabilité. C'est aussi la responsabilité de la communauté de la soutenir dans son travail important. C'est aussi la responsabilité de la communauté

say, “Hey, look. These are the issues, Amira. This is how we can work together to get through. These are the recommendations that we have. This is how we can build bridges.” Acting as a facilitator and as an advocate for the role is how she’s going to succeed.

We can’t just say, “We’ve appointed somebody and now it’s up to her to succeed.” That would be a very intersectional way of saying that we’ve just led her onto the glass cliff and are waiting to push her off. We need to support her and continue to ensure that she is successful as she embarks on this very important mission.

The Chair: MP Khalid, you have three sisters here in the form of Senator Gerba, Senator Jaffer and myself, who are very supportive of Amira. She was one of our first witnesses, and we are hoping to hear from her again at the end of March.

Senator Arnot: Witnesses, thank you for coming today. This is an unusual panel. We have two elected members of Parliament and a former mayor of Calgary. You’re well-known policy-makers, and you have great influence in the community.

I’ve asked this question of many of the panellists that have come before this committee when I’ve been present, and I make this comment to you: The Aga Khan came to Canada in 2010, and he spoke in Toronto. I happened to be at one of the meetings, and he said that Canada is the most successful experiment in pluralism the world has ever seen. I believe he’s absolutely right. But there’s a fragility attached to that observation, and that is directly related to the knowledge, understanding and commitment all Canadians have to our multicultural, multi-theistic and multi-ethnic country.

Sadly, I believe we have failed to educate students in schools, particularly K to 12, on the rights of Canadian citizenship but also the responsibilities that come with those rights and the fundamental responsibility to respect your fellow citizens, respect every human being. Why? Because every human being deserves equal moral consideration.

Democracy and our human rights are not self-winding. We need to explicitly, intentionally, purposefully and sequentially teach these things to Canadian students. We’ve failed to do that in an effective way.

When I look at anti-Muslim hate, Islamophobia, we know that the components there are ignorance, fear and malice. We need an antidote to that poison, and I believe it belongs with the power of education and educating students in a way that gives them the

et des Canadiens de s’unir et de dire : « Écoutez, voici les enjeux, madame Elghawaby. Voici comment nous pouvons travailler ensemble pour passer à l’action. Voilà les recommandations que nous avons formulées. C’est ainsi que nous pouvons construire des ponts. » C’est en agissant comme un facilitateur et un défenseur du rôle qu’elle va réussir.

Nous ne pouvons pas simplement dire : « Nous avons nommé quelqu’un, et maintenant c’est à elle de réussir. » Ce serait une façon très intersectionnelle de dire que nous venons de la conduire sur le bord de la fosse aux lions et que nous attendons de l’y pousser. Nous devons la soutenir et continuer de veiller à ce qu’elle réussisse alors qu’elle se lance dans cette mission très importante.

La présidente : Madame Khalid, vous avez trois sœurs ici, en la personne de la sénatrice Gerba, de la sénatrice Jaffer et de moi-même, qui sont très favorables à Mme Elghawaby. Elle a été l’un de nos premiers témoins, et nous espérons l’entendre à nouveau à la fin du mois de mars.

Le sénateur Arnot : Je remercie les témoins d’être venus aujourd’hui. Il s’agit d’un groupe de témoins inhabituels. Nous avons deux députés élus et un ancien maire de Calgary. Vous êtes des décideurs bien connus et vous avez une grande influence dans la communauté.

J’ai posé cette question à de nombreux témoins qui ont comparu devant le comité lorsque j’étais présent, et je vous dis que l’Aga Khan est venu au Canada en 2010 et qu’il a pris la parole à Toronto. J’ai assisté à l’une des réunions, et il a dit que le Canada est l’expérience la plus réussie du monde en matière de pluralisme. Je crois qu’il a tout à fait raison. Mais il y a une fragilité rattachée à cette observation, et cela est directement lié à la connaissance, à la compréhension et à l’engagement de tous les Canadiens envers notre pays multiculturel, polythéiste et multiethnique.

Malheureusement, je crois que nous n’avons pas réussi à éduquer les élèves dans les écoles, particulièrement de la maternelle à la 12^e année, au sujet des droits de la citoyenneté canadienne, mais aussi des responsabilités qui accompagnent ces droits et de la responsabilité fondamentale de respecter ses concitoyens, de respecter chaque être humain. Pourquoi? Parce que chaque être humain mérite une considération morale égale.

La démocratie et nos droits de la personne ne sont pas automatiques. Nous devons enseigner ces choses de manière explicite, intentionnelle, ciblée et séquentielle aux élèves canadiens. Nous n’avons pas réussi à le faire de manière efficace.

Lorsque je regarde la haine contre les musulmans, l’islamophobie, nous savons que les composantes sont l’ignorance, la peur et la malice. Nous avons besoin d’un antidote à ce poison, et je crois qu’il tient au pouvoir de

tools they need to create the kind of society in which they wish to live.

I would like to hear the comments of the witnesses concerning that idea, an emphasis on education to truly make Canadians understand the power of our citizenship.

Mr. Zuberi: There was a positive example set by a previous Quebec government when it introduced a world religions class, which led to a lot of mixing and mingling. What was happening was that students were going into different places of worship — Sikh houses of worship, Hindu temples, et cetera — and being exposed to places they've never been exposed to.

That was a very positive initiative. It was something that opened up a lot of people's eyes. It's not currently there, but it was there in the recent past.

I would also ask that this committee, if it hasn't already, take note of the Bouchard-Taylor report from Quebec. It was a very exhaustive report. I would incorporate that into your work.

I'd like to pick up on what Ms. Khalid mentioned earlier around misunderstanding. The Bouchard-Taylor report said that the majority of stories around the reasonable accommodation debate were misreported. Essentially, only half of the story was actually being reported to the public.

Earlier, I was asked what can be done to address discrimination. I would say that one of the key things is for leaders to actually take a moment and ask themselves if are they fully understanding the issue at hand.

Ms. Khalid: Thank you, Sameer.

I would add that something I've been advocating for for the past couple of years is a national round table. Although, as a federal government, we really don't have jurisdiction in education curricula across our country, I would really like to see a national round table bringing in experts not only on diversity and inclusion, but on food and nutrition, financial literacy, online hate and digital citizenship, et cetera, who come together and put together a baseline curriculum that we would like to see across our country, with the caveat that provinces can add on to it. I think that having that baseline curriculum would create better citizenry within our young people from K to 12, as you had mentioned, senator. It would also ensure that as kids grow up, they have more understanding.

I think at the crux of this is we have a fear of the unknown. We have a fear of things that we don't know and of people that we don't know. When we get rid of that fear, we automatically

l'éducation et à l'éducation des élèves d'une manière qui leur donne les outils dont ils ont besoin pour créer le genre de société dans laquelle ils veulent vivre.

J'aimerais entendre les commentaires des témoins sur cette idée, sur l'importance de l'éducation pour vraiment faire comprendre aux Canadiens le pouvoir de notre citoyenneté.

M. Zuberi : Un exemple positif a été donné par un gouvernement précédent du Québec, qui a instauré un cours de religion mondiale, ce qui a entraîné beaucoup de mélanges. Ce qui se passait, c'est que les élèves allaient dans différents lieux de culte — des lieux de culte sikhs, des temples hindous, et cetera — et étaient exposés à des endroits auxquels ils n'avaient jamais été exposés.

C'était une initiative très positive. C'est quelque chose qui a ouvert les yeux de beaucoup de gens. Elle n'est plus là actuellement, mais elle y était le cas il n'y a pas si longtemps.

J'aimerais aussi demander au comité, s'il ne l'a pas déjà fait, de prendre note du rapport Bouchard-Taylor du Québec. Il s'agit d'un rapport très exhaustif. Je l'intégrerais à vos travaux.

J'aimerais revenir sur ce que Mme Khalid a mentionné plus tôt au sujet des malentendus. Le rapport Bouchard-Taylor a dit que la plupart des histoires concernant le débat sur l'accommodement raisonnable ont été mal rapportées. Essentiellement, seulement la moitié de l'histoire a été rendue publique.

On m'a demandé tout à l'heure ce que l'on pouvait faire pour lutter contre la discrimination. Je dirais que l'une des choses essentielles est que les dirigeants prennent un moment pour se demander s'ils comprennent bien le problème en question.

Mme Khalid : Merci, monsieur Zuberi.

J'ajouterais qu'une chose que je préconise depuis quelques années, c'est une table ronde nationale. Bien que, en tant que gouvernement fédéral, nous n'ayons pas vraiment de compétence en matière de programmes d'enseignement dans notre pays, j'aimerais vraiment voir une table ronde nationale réunissant des experts non seulement en matière de diversité et d'inclusion, mais aussi en matière d'alimentation et de nutrition, de littératie financière, de haine en ligne et de citoyenneté numérique, et cetera, qui se réunisse et élabore un programme de base que nous aimerions voir à l'échelle du pays, sous réserve que les provinces puissent y ajouter des composantes. Je pense qu'un tel programme de base permettrait aux jeunes de la maternelle à la 12^e année de devenir de meilleurs citoyens, comme vous l'avez mentionné, sénateur Arnot. Cela permettra également de s'assurer qu'en grandissant, les enfants comprennent mieux.

Je pense qu'au cœur de tout cela, nous avons peur de l'inconnu. Nous avons peur des choses que nous ne connaissons pas et des gens que nous ne connaissons pas. Lorsque nous nous

build more inclusive societies. I think including that in our curricula, especially when it comes to religious education or just cultural education about the people that live with us and around us, we would be building stronger communities by educating our young people better through this national round table.

Mr. Nenshi: Senator, that was so well put. Thank you for that. The Aga Khan gave the LaFontaine-Baldwin Lecture three days before I was elected, if memory serves, and I've been quoting it for many years, and I was able to expand on some of those themes when I had the honour of giving that lecture a few years later. If you're very bored one night or you're an insomniac, you can find that LaFontaine-Baldwin Lecture where I talk about this in some detail.

I want to highlight something and maybe just push back on you a teensy bit.

We always quote Dr. King when he says "... the arc of the moral universe is long, but it bends toward justice," but we never acknowledge that we have to grab the arc and pull it toward justice. It doesn't just happen. As you said, it's not self-winding; we have to actually do the work. Part of that is certainly education.

I would be a little bit hesitant focusing entirely on the education of young people, because in my experience with young people, particularly urban young people in Canada, the kids are going to be all right because they actually have to live this diversity every single day. I always do an experiment when I'm talking to students, asking them, what percentage of people in the community are not White? What percentage of people are Muslim? They tend to highly overestimate the number of people because that's the world they live in.

The challenge that we have is that there are forces actively working to educate folks in the opposite direction. Before I came here today, I said I must be very careful; the Senate is a place of sober second thought where people are very distinguished, and I shouldn't be as spicy as I normally am. Here we go.

The whole time I was mayor, I was invited to innumerable conferences on the radicalization of young Muslim men. How do we stop the radicalization of young Muslim men? I will submit to this committee that our problem is not the radicalization of Muslim men in this country. It's important, and we have to focus on it. When do we start talking about the radicalization of White people in this country? When do we start talking about the fact that there's a generation — not students but the next generation up, people in their 20s, 30s and older — who are feeling dispossessed, wondering about change in their community and are very susceptible to radicalization messages?

débarrassons de cette peur, nous construisons automatiquement des sociétés plus inclusives. Je pense qu'en incluant cela dans nos programmes de cours, en particulier lorsqu'il s'agit d'éducation religieuse ou simplement d'éducation culturelle sur les personnes qui vivent avec nous et autour de nous, nous construirions des communautés plus fortes en éduquant mieux nos jeunes grâce à cette table ronde nationale.

M. Nenshi : Sénatrice Khalid, c'était très bien dit. Merci. L'Aga Khan a donné la conférence LaFontaine-Baldwin trois jours avant mon élection, si ma mémoire est bonne, et je la cite depuis de nombreuses années, et j'ai pu approfondir certains de ces thèmes lorsque j'ai eu l'honneur de donner cette conférence quelques années plus tard. Si vous vous ennuyez beaucoup un soir ou si vous êtes insomniaque, vous pouvez trouver cette conférence LaFontaine-Baldwin où j'aborde ce sujet en détail.

J'aimerais attirer votre attention sur quelque chose et peut-être vous faire réagir un tout petit peu.

Nous citons toujours M. King lorsqu'il dit : « ...l'arc de l'univers moral est long, mais il se penche vers la justice », mais nous ne reconnaissons jamais que nous devons saisir l'arc et le tirer vers la justice. Cela ne se fait pas tout seul. Comme vous l'avez dit, cela n'est pas automatique : nous devons faire le travail. L'éducation en fait certainement partie.

J'hésiterais un peu à me concentrer entièrement sur l'éducation des jeunes, car d'après mon expérience auprès des jeunes, en particulier les jeunes des villes au Canada, les enfants vont s'en sortir parce qu'ils doivent vivre cette diversité tous les jours. Je fais toujours une expérience lorsque je parle à des étudiants : je leur demande quel pourcentage des membres de la collectivité ne sont pas des Blancs. Quel pourcentage des gens sont musulmans? Ils ont tendance à surestimer le nombre de personnes parce que c'est le monde dans lequel ils vivent.

Le défi que nous devons relever est qu'il existe des forces qui travaillent activement à éduquer les gens et à les faire progresser dans la direction opposée. Avant de venir ici aujourd'hui, j'ai dit que je devais être très prudent; le Sénat est un lieu de second examen objectif où les gens sont très distingués, et je ne devrais pas être aussi piquant que d'habitude. Nous y voilà.

Pendant toute la durée de mon mandat de maire, j'ai été invité à d'innombrables conférences sur la radicalisation des jeunes hommes musulmans. Comment mettre fin à la radicalisation des jeunes hommes musulmans? Je dirais au comité que notre problème, ce n'est pas la radicalisation des hommes musulmans au Canada. C'est important, et nous devons nous y intéresser. Quand commencerons-nous à parler de la radicalisation des Blancs dans le pays? Quand commencerons-nous à parler du fait qu'il y a une génération — pas les étudiants, mais la génération suivante, les personnes dans la vingtaine, la trentaine et plus — qui se sent dépossédée, qui s'interroge sur le changement dans la communauté et qui est très sensible aux messages de radicalisation?

We saw that through the entire pandemic, but it didn't start nor will it end with the pandemic. The fact that, as the previous witness was talking about, we are focused in the CRA on — and we never really talk about this anymore. Some of the justification that was given for anti-Muslim sentiment before was always being worried about terrorism. You actually don't hear that very much anymore, and the reason is because — and I hate this phrase — domestic terrorism has become a bigger deal. I don't like domestic terrorism because it makes it sound like it's a lesser kind of terrorism than Muslim terrorism. But in reality, that kind of radicalization is what we really have to combat.

Your point is an important one. It starts in the K to 12 education system, but we have to continue ensuring that people have access to the knowledge and messages and have the cross-cultural activities and the cross-faith ability to be able to understand one another better. It certainly doesn't stop the moment you turn 18.

Senator Arnot: Good point.

The Chair: Can we try and be brief with our questions and answers?

Senator Gerba: I will try to be brief.

[*Translation*]

Thank you to our guests; it is really interesting to hear your personal backgrounds and experiences. Congratulations on the motion; even though it earned you a lot of insults, you dared to do it and it is really appreciated.

I would like to know what you think of the word "Islamophobia." I am from Quebec; you saw the reaction of Quebec as a whole to this nomination, because using the word "Islamophobia" implies a generalization: If there is Islamophobia, all Quebecers are Islamophobic. Do you think this word is scary? Do you think that this word should be accepted and should continue to be used to describe the situation that Muslims are experiencing in Canada? If not, do you think the term can be changed to make people feel concerned?

I have a second question.

Thank you to Mr. Zuberi for mentioning the Bouchard-Taylor Commission, which really analyzed in detail the issue of intercultural relations and all the proposed reasonable accommodations.

Quebec is a society that wants to be secular. I do not really like the term in English, because it does not say exactly what is meant, namely that once someone enters the public space, they must be dressed in such a way that their religious identity is not

Nous l'avons vu tout au long de la pandémie, mais cela n'a pas commencé et ne se terminera pas avec la pandémie. Le fait que, comme le témoin précédent l'a mentionné, nous nous concentrons à l'ARC sur... et nous n'en parlons jamais vraiment. Une partie de la justification qui a été donnée pour le sentiment antimusulman auparavant, c'était qu'on s'inquiétait toujours du terrorisme. En fait, on n'en entend plus beaucoup parler, et c'est parce que — et je déteste cette expression — le terrorisme intérieur est devenu une affaire plus importante. Je n'aime pas le terrorisme intérieur, parce que cela donne l'impression qu'il s'agit d'un type de terrorisme moins important que le terrorisme musulman. Mais en réalité, ce type de radicalisation est ce que nous devons vraiment combattre.

Vous soulevez un point important. Cela commence dans le système d'éducation, de la maternelle à la douzième année, mais nous devons continuer de nous assurer que les gens ont accès aux connaissances et aux messages, qu'ils ont accès aux activités interculturelles et qu'ils ont la capacité interconfessionnelle de mieux se comprendre. Cela ne s'arrête certainement pas à l'âge de 18 ans.

Le sénateur Arnot : Bon point.

La présidente : Pouvons-nous essayer d'être brefs dans nos questions et nos réponses?

La sénatrice Gerba : Je vais essayer d'être brève.

[*Français*]

Merci à nos invités; c'est vraiment très intéressant d'entendre vos parcours et votre vécu personnels. Félicitations pour la motion; même si elle vous a valu beaucoup d'insultes, vous avez osé le faire et c'est vraiment très apprécié.

J'aimerais savoir ce que vous pensez du mot « islamophobie ». Je suis du Québec; vous avez vu la réaction de tout le Québec par rapport à cette nomination, parce qu'il y a le mot « islamophobie » et il y a une généralisation selon laquelle s'il y a de l'islamophobie, tous les Québécois sont islamophobes. Croyez-vous que ce mot fait peur? Croyez-vous que ce mot doit être accepté et doit continuer d'être utilisé pour décrire la situation que les musulmans vivent au Canada? Sinon, pensez-vous qu'on peut modifier le terme pour que les gens se sentent concernés?

J'ai une seconde question.

Merci à M. Zuberi d'avoir mentionné la Commission Bouchard-Taylor, qui a vraiment analysé en détail la question interculturelle et tous les accommodements raisonnables proposés.

Le Québec est une société qui se veut laïque. Je n'aime pas trop le terme en anglais, parce que cela ne dit pas exactement ce que cela veut dire, à savoir qu'une fois que quelqu'un entre dans l'espace public, il doit être vêtu de manière à ce qu'on ne

recognized. Do you think that the concept of Bill 21 needs to be reviewed and explained, so that people understand the position of Quebec on this very sensitive issue?

If we do not solve the problem of the very understanding of this term, given the behaviour and the position of Quebec, even the appointment of our special representative will cause problems in the province of Quebec, and that worries me a lot.

Mr. Zuberi: To answer your first question, I think it is important to keep the term “Islamophobia.” Other similar words are used for other communities, such as “anti-Semitism” and “anti-Black racism”; these concepts are defined by such terms. It is true that from time to time there are other sub-concepts that can be added to the concept and principle.

[English]

At this moment in time for Islamophobia, it is critical that the term is maintained, I would say. It carries a meaning. No term is perfect, but it does carry a meaning. Plus, this term has been in use for over 20 years now. It was first mentioned in a Runnymede report in the U.K. and has continued on.

[Translation]

You asked a second question. There is a big debate going on in Quebec right now on the issue of Bill 21. At first, the majority of Quebecers supported this law, but over time, support has diminished. We saw what happened with the Chelsea lady.

[English]

She was removed from the classroom, and we saw immediately there was a drop in support for the law. The debate is ongoing, and I think it’s unfair to the understanding of Quebec for us to say that this is the position of all Quebecers, because it certainly is not.

[Translation]

This is the position of the current government.

[English]

There is a notwithstanding clause on the law, and that gives a window of opportunity each and every five years for this law to fall, so I’m hopeful that it will in the next 10 to 15 years.

The Chair: Thank you, Mr. Zuberi.

Senator Cordy: Thank you very much. It’s a pleasure to have all three of you here today. Your testimonies have been excellent. I have to tell you, I was on the plane this morning reading my notes for the meeting, and I didn’t know it was for

reconnaisse pas son identité religieuse. Pensez-vous que le concept de la loi 21 doit être relu et expliqué, pour que les gens comprennent la position du Québec par rapport à ce sujet très délicat?

Si on ne règle pas le problème de la compréhension même de ce terme, du comportement et de la position du Québec, même la nomination de notre représentant spécial causera des problèmes dans la province de Québec, et cela m’inquiète beaucoup.

M. Zuberi : Pour répondre à votre première question, je pense qu’il est important de conserver le terme « islamophobie ». On utilise d’autres mots semblables pour d’autres communautés, comme « antisémitisme » et « racisme anti-Noirs »; on définit ces concepts par de tels termes. Il est vrai que, de temps en temps, il y a d’autres sous-concepts que l’on peut ajouter au concept et au principe.

[Traduction]

À l’heure actuelle, en ce qui concerne l’islamophobie, il est essentiel que le terme soit maintenu, je dirais. Il a un sens. Aucun terme n’est parfait, mais il a un sens. De plus, ce terme est utilisé depuis plus de 20 ans maintenant. Il a été mentionné pour la première fois dans un rapport de Runnymede au Royaume-Uni et a continué à être utilisé.

[Français]

Vous avez posé une deuxième question. Un grand débat a lieu au Québec actuellement par rapport à la question de la loi 21. Au début, la majorité des Québécois soutenaient cette loi, mais avec le temps, le soutien a diminué. On a vu ce qui s’est passé avec la dame de Chelsea.

[Traduction]

Elle a été retirée de la classe, et nous avons constaté immédiatement une baisse de l’appui à la loi. Le débat est en cours, et je pense qu’il est injuste pour le Québec que nous disions que c’est la position de tous les Québécois, car ce n’est certainement pas le cas.

[Français]

C’est la position du gouvernement actuel.

[Traduction]

Il y a une clause dérogatoire dans la loi, et cela donne la possibilité que la loi tombe tous les cinq ans, alors j’espère que ce sera le cas dans les 10 à 15 prochaines années.

La présidente : Merci, monsieur Zuberi.

La sénatrice Cordy : Merci beaucoup. Je suis ravie de vous avoir tous les trois ici aujourd’hui. Vos témoignages ont été excellents. Je dois vous dire que, dans l’avion ce matin, je lisais mes notes pour la réunion, et je ne savais pas que c’était pour ce

this committee, but I saw the three of you were appearing before the committee, and I thought, “I would love to go to that committee.” Then, I realized it was the committee I was going to. Thank you all. You’ve made my day with the excellent work you’ve been doing.

Ms. Khalid — and this is directed to everybody — your experience when you introduced Motion 103, I can remember the harassment and vitriol you were subjected to. Many of us can remember what happened at the time; it was way over the top. Senator Arnot spoke earlier about talking to young people. I used to be a teacher, and I think parliamentarians should be the role models for the language that we use, and the way we hold ourselves to account in parliament.

Have things gotten any better a few years later after that horrendous period that you went through personally in introducing what was a really good motion? The good thing was that it certainly got a lot of publicity. Are things getting any better with Parliament? Is the discourse more measured and thoughtful, and are people being respected? Or is it just the same old, same old? Have we learned anything?

Ms. Khalid: I will say that when I attended the vigil for the Afzaal family in London, Ontario, who had been killed because they were Muslim, I saw all the political leaders there, and they used and recognized the word “Islamophobia.” I remember how difficult it had been for me to get them to recognize that Islamophobia existed, given the voting record back when M-103 was being debated. There was a huge call to say that this was non-existent, that this was the wrong word, or this was creeping Sharia, or what have you.

But when we were mourning the deaths of these four innocent people and a young kid was lying in hospital, not knowing that his whole family had been killed because of who they were, I remember the leader of the Conservative Party, the Bloc Québécois, the NDP, and, of course, our Prime Minister saying that this was an Islamophobic incident. I wanted to cry. Because at that time four years ago, I had said that we need to combat Islamophobia in our country, and I had faced such huge backlash for it. And it took the deaths of more people for it to be recognized. It’s not okay. It’s absolutely not okay that it took this long, but it is now recognized, and I take some solace in that.

Senator Cordy: Mr. Zuberi, would you agree? Are things changing ever so slowly?

Mr. Zuberi: I definitely do.

[Translation]

We must always have hope.

comité, mais j’ai vu que vous comparaisiez tous les trois devant le comité, et j’ai pensé : « J’aimerais bien aller à ce comité. » Puis, je me suis rendu compte que c’était le comité auquel j’allais me rendre. Merci à tous. Vous avez illuminé ma journée avec l’excellent travail que vous avez fait.

Madame Khalid — et ceci s’adresse à tout le monde — votre expérience lorsque vous avez présenté la motion 103... je me souviens du harcèlement et du vitriol dont vous avez fait l’objet. Beaucoup d’entre nous se souviennent de ce qui s’est passé à l’époque; c’était vraiment exagéré. Le sénateur Arnot a parlé plus tôt de parler aux jeunes. J’ai déjà enseigné, et je pense que les parlementaires devraient être des modèles pour le langage que nous utilisons et la façon dont nous rendons des comptes au Parlement.

Les choses se sont-elles améliorées quelques années plus tard, après cette période épouvantable que vous avez traversée personnellement en présentant ce qui était une très bonne motion? La bonne chose, c’est qu’elle a certainement bénéficié d’une grande publicité. Les choses s’améliorent-elles au Parlement? Le discours est-il plus mesuré et réfléchi, et les gens sont-ils respectés? Ou est-ce que c’est toujours la même chose? Avons-nous appris quelque chose?

Mme Khalid : Je dirais que lorsque j’ai assisté à la veillée pour la famille Afzaal à London, en Ontario, qui avait été tuée parce qu’elle était musulmane, j’ai vu tous les dirigeants politiques présents, et ils ont utilisé et reconnu le mot « islamophobie ». Je me souviens de la difficulté que j’avais eue à leur faire reconnaître l’existence de l’islamophobie, compte tenu des résultats du vote à l’époque du débat sur la motion M-103. Il y avait un appel énorme pour dire que cela n’existait pas, que ce n’était pas le bon mot, ou que l’on assistait à une montée furtive de la charia, ou quoi que ce soit d’autre.

Mais lorsque nous pleurons la mort de ces quatre innocents et qu’un jeune enfant gisait à l’hôpital, ignorant que toute sa famille avait été tuée à cause de ce qu’elle était, je me souviens que le chef du Parti conservateur, du Bloc québécois, du NPD et, bien sûr, notre premier ministre ont déclaré qu’il s’agissait d’un incident islamophobe. J’avais envie de pleurer. Parce qu’à l’époque, il y a quatre ans, j’avais dit que nous devons lutter contre l’islamophobie dans notre pays, et j’avais dû faire face à une réaction brutale. Et il a fallu la mort d’autres personnes pour que cela soit reconnu. Ce n’est pas acceptable. Ce n’est absolument pas acceptable que cela ait pris autant de temps, mais c’est maintenant reconnu, et j’en tire un certain réconfort.

La sénatrice Cordy : Monsieur Zuberi, êtes-vous du même avis? Les choses changent-elles si lentement?

M. Zuberi : Je le crois assurément.

[Français]

On doit toujours garder espoir.

[English]

We have to have a deep conviction that things will get better, and I believe they have gotten better. If I look back at where we were 20 years ago after 2001, things have gotten concretely better.

In the first decade after 2001, there were a lot of challenges. National security agencies were continuously knocking on the doors of lay leaders, not people involved in nefarious activities, but lay leaders in the community. We learned from that. We realized that is not acceptable.

The understanding of who Muslims were or are has increased a lot over time, but we still have a lot of challenges.

If there's one recommendation I would say to this body, it is that we need to promote policies and programs that allow for the mixing of people, and in particular, not in the big cities of Canada, but in the medium and smaller cities of Canada and in every province of our country. This is where we will build understanding. It's when people don't mix and mingle with each other that we have false impressions of our co-citizens. So if there's one recommendation I would put forth, it is that there are programs and policies that encourage mixing and mingling within the medium-sized and smaller cities of our country.

Mr. Nenshi: Thank you for that. I'm a little bit less optimistic. I think things had been getting a lot better. I think that since 2015 or 2016 — and I don't want to put on a tin foil hat here — but we've seen the forces of division and hatred become much more organized and sophisticated by being able to use the tools of social media and technology to push their work further. When we look at the results of how people are living their lives — I don't need to tell any of you the stats on the increase in hate crimes and so on — I think that has been aided and abetted by too many people in my former profession — politics — who have seen short-term political gain in this work.

[Translation]

It must be said that I am not a Quebecer and I speak French like a cowboy. I do not really know the nuances of secularism. I do not know the history of Quebec or the history of church power in Quebec.

However, I know that when people have discussions about language and the words being used, it only serves to avoid doing the work that must be done.

[Traduction]

Nous avons la conviction profonde que les choses s'amélioreront, et je crois qu'elles se sont améliorées. Si je regarde où nous en étions il y a 20 ans, après 2001, les choses se sont concrètement améliorées.

Au cours de la première décennie qui a suivi 2001, il y a eu beaucoup de défis. Les agences de sécurité nationale frappaient continuellement à la porte des dirigeants laïcs, non pas des gens qui s'adonnaient à des activités malveillantes, mais des dirigeants laïcs de la collectivité. Nous en avons tiré des leçons. Nous nous sommes rendu compte que ce n'était pas acceptable.

La compréhension de qui étaient ou sont les musulmans s'est beaucoup améliorée au fil du temps, mais nous avons encore beaucoup de défis à relever.

S'il y a une recommandation que je ferais à cet organisme, c'est que nous devons promouvoir des politiques et des programmes qui permettent le mélange des gens, et en particulier, pas dans les grandes villes du Canada, mais dans les villes moyennes et petites du Canada et dans chaque province du pays. C'est là que nous construirons la compréhension. C'est lorsque les gens ne se mélangent pas et ne se mêlent pas les uns aux autres que nous avons de fausses impressions de nos concitoyens. Donc, s'il y a une recommandation que je ferais, c'est qu'il y ait des programmes et des politiques qui encouragent le mélange et la rencontre dans les villes moyennes et petites du pays.

M. Nenshi : Merci pour cela. Je suis un peu moins optimiste. Je pense que les choses s'étaient beaucoup améliorées. Je pense que depuis 2015 ou 2016 — et je ne veux pas verser dans la paranoïa ici — mais nous avons vu les forces de la division et de la haine devenir beaucoup plus organisées et raffinées en étant capables d'utiliser les outils des médias sociaux et de la technologie pour pousser leur travail plus loin. Lorsque nous regardons les résultats de la façon dont les gens vivent leur vie — je n'ai pas besoin de vous donner les statistiques sur l'augmentation des crimes haineux et ainsi de suite — je pense que cela a été facilité et encouragé par trop de gens dans mon ancienne profession — la politique — qui ont vu un gain politique à court terme dans ce travail.

[Français]

Il faut dire que je ne suis pas Québécois et que je parle français comme un *cowboy*. Je ne connais pas vraiment les nuances de la laïcité. Je ne connais pas l'histoire du Québec ni l'histoire du pouvoir de l'Église au Québec.

Cependant, je sais que lorsque l'on tient des discussions sur la langue et sur ses mots, cela ne fait qu'une chose : éviter de faire le travail qui doit être fait.

[English]

In English, I always say when I'm speaking to my staff, one of the greatest ways to avoid work is to talk about the work rather than actually do the work. I think when we get caught in questions of language — is Islamophobia the right term, for example, as we've been discussing — it doesn't matter what we call it. I actually don't love the term Islamophobia, because it's not about a phobia or a fear. I often talk about religious bigotry, but it doesn't matter what we call it. The same people are going to attack us anyway. The thing that is the most difficult for us to understand and to remember is that past discrimination can never justify current discrimination.

A former colleague of mine, a former mayor from Quebec, wrote an op-ed last week in which he talked about why *laïcité* matters to Quebecers, and it is because Quebecers felt very badly done by by the Catholic church for so long. It's a 50-year-old story. He actually said that we can justify taking away rights from Muslim women because his grandmother was forced to have so many children.

You can't use past discrimination to settle present discrimination. I know it sounds naive and "Pollyannaish," but we have to create a public square where everyone feels strong enough to welcome everyone else. A truly secular public square is not a square that discriminates against some people, and says, "You can participate less than other people can participate," which is what Bill 21 ultimately does.

MP Zuberi has a point. People started turning against Bill 21 when they realized actual human beings are involved here. There's a great teacher who is actually losing her job because of this; it's not just a theory of a woman who wears a hijab. That public square has to be open enough and strong enough to be open to everyone.

And by the way, I say this to Muslim communities too. I say, "I'm a Muslim and my Allah is not so weak that God is being threatened by a young girl in Pakistan who is a Christian." When did my god become that weak?

Similarly, when did our society become so weak that the thought of someone who dresses differently than us, who is not preaching, who is not converting, who is not grooming people into her religion, but simply dressing differently than us — How is our society so weak that that's such a threat? That's what we have to be able to overcome. We have to be able to do that on the level of policy.

[Traduction]

Je dis toujours, quand je parle à mes employés, que l'une des meilleures façons d'éviter le travail est de parler du travail plutôt que le faire. Je pense que lorsque nous sommes pris dans des questions de langue — l'islamophobie est-il le bon terme, par exemple, comme nous en avons discuté — peu importe le nom que nous lui donnons. En fait, je n'aime pas le terme islamophobie, car il ne s'agit pas d'une phobie ou d'une peur. Je parle souvent de sectarisme religieux, mais peu importe comment on l'appelle. Les mêmes personnes vont nous attaquer de toute façon. La chose la plus difficile à comprendre et à retenir pour nous, c'est que la discrimination passée ne peut jamais justifier la discrimination actuelle.

Un de mes anciens collègues, un ancien maire du Québec, a écrit un article d'opinion la semaine dernière dans lequel il explique pourquoi la laïcité est importante pour les Québécois, et c'est parce que les Québécois se sont sentis très maltraités par l'Église catholique pendant si longtemps. C'est une histoire vieille de 50 ans. Il a même dit que nous pouvions justifier que l'on retire des droits aux femmes musulmanes parce que sa grand-mère a été forcée d'avoir tant d'enfants.

On ne peut pas utiliser la discrimination passée pour régler la discrimination actuelle. Je sais que cela peut sembler naïf et utopique, mais nous devons créer une place publique où chacun se sent suffisamment fort pour accueillir tout le monde. Une place publique vraiment laïque n'est pas une place qui fait de la discrimination contre certaines personnes et qui dit : « Vous pouvez participer moins que les autres », ce que fait le projet de loi 21.

Le député Zuberi n'a pas tort. Les gens ont commencé à se retourner contre le projet de loi 21 lorsqu'ils se sont rendu compte que de véritables êtres humains étaient concernés ici. Il y a une excellente enseignante qui est en train de perdre son emploi à cause de cela. Ce n'est pas seulement la théorie d'une femme qui porte un hidjab. Cette place publique doit être suffisamment ouverte et forte pour être ouverte à tous.

Et d'ailleurs, je le dis aux communautés musulmanes. Je dis : « Je suis musulman, et mon Allah n'est pas si faible que Dieu est menacé par une jeune fille du Pakistan qui est chrétienne. » Quand mon dieu est-il devenu si faible?

De même, quand notre société est-elle devenue si faible que la pensée de quelqu'un qui s'habille différemment de nous, qui ne prêche pas, qui ne convertit pas, qui ne prépare pas les gens à sa religion, mais qui s'habille simplement d'une façon différente de nous... Comment se fait-il que notre société est si faible que c'est une telle menace? C'est ce que nous devons être en mesure de surmonter. Nous devons être en mesure de le faire sur le plan stratégique.

We have talked a lot about changing people's hearts. We have talked a lot about making people more tolerant. I use the word "tolerant" very carefully. A lot of folks don't like tolerance. I don't want to be tolerated. I want to be accepted. I want to be respected. I say, I would be happy with tolerance. I would be happy with the person saying, I don't really like that Muslim family living next door to me. They are not going to be my best friends, but I respect their right to live here, to have jobs and to be educated and participate in the community.

We have talked a lot about that. As politicians, as parliamentarians, we also have to ensure that our policies meet what we're talking about.

The final thing I'll say on this story — I'm ranting — but the final thing I'll say is this: There has been some debate, and we have even heard it today: Are Quebecers more Islamophobic than others? I would remind you that in 2015, and in polls done since then, the level of support for things like Bill 21, for the niqab ban at citizenship ceremonies, was extraordinarily high across the country. Yet, it is only in Quebec where politicians are acting on that.

In 2015, if that election had simply been about the barbaric cultural practices hotline — and if you believed the polls at that time — the vast majority of Canadians — well, I shouldn't say the barbaric cultural practices hotline, because that was crazy. The niqab ban at citizenship ceremonies, if it had only been about that, then that government would have won a vast majority.

That government didn't win that election, because people vote on other things. To actually just focus on that is a political mistake, and it's also a policy mistake. That's why I keep saying, it's not courage to do the right thing. Ultimately, people will be rewarded for doing the right thing from a policy perspective.

Sorry, I went way beyond your question.

The Chair: Thank you. Senator Omidvar, as the chair, I'm going to take the liberty and give you time.

Senator Omidvar: I will be brief. Thank you, Madam Chair.

I'm going to ask one question to all three and invite you to respond.

M.P. Zuberi, you talked about the investments that this government has made to battle Islamophobia. I would like to shift the focus from investments to issues of structural and systemic racism in federal law which have either intended or

Nous avons beaucoup parlé de changer le cœur des gens. Nous avons beaucoup parlé de rendre les gens plus tolérants. J'utilise le mot « tolérants » avec beaucoup de prudence. Beaucoup de gens n'aiment pas la tolérance. Je ne veux pas être toléré. Je veux être accepté. Je veux être respecté. Je dis, je serais heureux avec la tolérance. Je serais heureux que la personne dise : « Je n'aime pas vraiment cette famille musulmane qui vit à côté de chez moi. Ils ne sont pas mes meilleurs amis, mais je respecte leur droit de vivre ici, d'avoir un emploi, d'être éduqué et de participer à la communauté. »

Nous avons beaucoup parlé de cela. En tant que politiciens, en tant que parlementaires, nous devons également nous assurer que nos politiques répondent à ce dont nous parlons.

La dernière chose que je dirai sur cette histoire — je suis en pleine diatribe — mais la dernière chose que je dirai, c'est qu'il y a eu un débat, et nous l'avons même entendu aujourd'hui : les Québécois sont-ils plus islamophobes que d'autres? Je vous rappelle que, en 2015, et dans les sondages effectués depuis, le niveau d'appui pour des choses comme le projet de loi 21, l'interdiction du niqab lors des cérémonies de citoyenneté, était extraordinairement élevé partout au pays. Pourtant, ce n'est qu'au Québec que les politiciens agissent en ce sens.

En 2015, si les élections avaient simplement porté sur la ligne directe des pratiques culturelles barbares — et si vous aviez cru les sondages à l'époque — la grande majorité des Canadiens — eh bien, je ne devrais pas dire la ligne directe des pratiques culturelles barbares, parce que c'était fou. L'interdiction du niqab lors des cérémonies de citoyenneté, si ce n'avait été que cela, aurait permis à ce gouvernement de remporter une vaste majorité.

Ce gouvernement n'a pas gagné cette élection, parce que les gens votent pour d'autres choses. Se concentrer uniquement sur cela est une erreur politique, et c'est aussi une erreur stratégique. C'est pourquoi je continue de dire que ce n'est pas du courage de faire la bonne chose. Au bout du compte, les gens sont récompensés pour avoir fait ce qu'il fallait du point de vue stratégique.

Désolé, je suis allé bien au-delà de votre question.

La présidente : Merci. Sénatrice Omidvar, en tant que présidente, je vais prendre la liberté de vous donner du temps.

La sénatrice Omidvar : Je serai brève. Merci, madame la présidente.

Je vais poser une question aux trois témoins et vous inviter à y répondre.

Monsieur Zuberi, vous avez parlé des investissements que le gouvernement a faits pour lutter contre l'islamophobie. J'aimerais passer des investissements aux questions de racisme structurel et systémique dans la loi fédérale qui ont des

unintended consequences — I'm not smart enough to figure that out — on people who are Muslims.

I'm talking specifically about the Anti-terrorism Act, which was passed by former Prime Minister Chrétien in 2001, passed in a rush, followed in 2015 by the national inherent risk framework strategy that was brought into life at the Ministry of Finance by former Prime Minister Harper. The Canada Border Services Agency; RCMP; Immigration, Refugees and Citizenship Canada; Canadian Security Intelligence Service; and CRA all function in the orbit of its influence. The result is that some communities experience systemic racism in a real, felt way.

I'll give you one example. The CRA revokes Muslim charities at a far higher rate than it does any other charities.

Do you not believe that it is time for your government to review these pieces of legislation?

Mr. Zuberi: Great question. I think that you are highlighting something really important, that legislation made in times of deep emotion is legislation that has to be reviewed.

There was a deep emotive moment in the international community and Canada when the ATA, Anti-terrorism Act, was passed and made law soon after the 2001 attack. As you pointed out, it had grave repercussions on Canadians, in particular, an impact on Muslim communities.

It led to that specific community of Canadians feeling like they were being viewed as fifth columns in their own home and society. If that is the impact of legislation, then, as you say, it warrants a review. It warrants a review not only because of the way in which it landed and the false positives that were the result of it, but also because that legislation was specific for a moment in time that doesn't necessarily apply 20 years on in the same way, right?

We know that we are, today, dealing with far-right extremism. This is a new form of extremism that leads to violence. We have to ask ourselves, are the tools of 20 years ago equipped to deal with this present-day issue?

Not to say that the issues of 20 years ago are completely gone; no, they still are in the public conversation and in the international context to some extent, but we also have real issues here at home today. That's how I would respond to your thoughtful and pointed question.

conséquences intentionnelles ou non — je ne suis pas assez intelligente pour le savoir — sur les musulmans.

Je parle plus particulièrement de la Loi antiterroriste, qui a été adoptée à la hâte par l'ancien premier ministre Chrétien en 2001, puis, en 2015, de la stratégie nationale relative au cadre de gestion du risque inhérent qui a été mise en œuvre au ministère des Finances par l'ancien premier ministre Harper. L'Agence des services frontaliers du Canada, la GRC, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité et l'ARC fonctionnent tous dans l'orbite de son influence. Le résultat est que certaines communautés font l'expérience du racisme systémique de manière réelle et ressentie.

Je vais vous donner un exemple. L'ARC révoque le statut des organismes de bienfaisance musulmans à un rythme beaucoup plus rapide que celui des autres organismes de bienfaisance.

Ne pensez-vous pas qu'il est temps pour votre gouvernement de revoir ces textes de loi?

M. Zuberi : Excellente question. Je pense que vous soulignez quelque chose de très important, à savoir que les lois élaborées dans des moments de profondes émotions sont des lois qui doivent être revues.

La communauté internationale et le Canada ont vécu un moment très émouvant lorsque la Loi antiterroriste a été adoptée et promulguée peu après l'attentat de 2001. Comme vous l'avez souligné, elle a eu de graves répercussions sur les Canadiens, en particulier sur les communautés musulmanes.

Cette communauté particulière de Canadiens a eu l'impression d'être considérée comme une cinquième colonne dans son propre foyer et dans la société. Si c'est là l'incidence d'une législation, alors, comme vous le dites, elle mérite d'être revue. Elle mérite d'être revue non seulement en raison de la manière dont elle a été adoptée et des faux positifs qui en ont découlé, mais aussi parce que cette loi était précise pendant un certain temps et ne s'applique pas nécessairement de la même façon pendant 20 ans, n'est-ce pas?

Nous savons que nous faisons face aujourd'hui à l'extrémisme d'extrême droite. Il s'agit d'une nouvelle forme d'extrémisme qui conduit à la violence. Nous devons nous demander si les outils d'il y a 20 ans sont adaptés à ce problème actuel.

Je ne veux pas dire que les problèmes d'il y a 20 ans ont complètement disparu; non, ils sont toujours présents dans le débat public et dans le contexte international dans une certaine mesure, mais nous avons aussi de vrais problèmes ici, chez nous, aujourd'hui. C'est ainsi que je répondrais à votre question réfléchie et précise.

Ms. Khalid: I'll just quickly add, I spoke about this earlier, about equality of opportunity. Having more and more people sitting at those decision-making tables that understand the context, that know that a Muslim is not a terrorist, that know that anti-Semitism is wrong, that know that being a Black person is not de facto negative in any way, I think having people sitting in those positions of power at the decision-making table goes a really long way in combatting systemic discrimination in all of its forms.

I would encourage the committee as one of its recommendations to take note of that and to recommend that more and more people of diverse backgrounds, including Muslim people, be included on board appointments all across the country.

Mr. Nenshi: Thank you for that very thoughtful question, as always from you, senator.

I think it was former Senator Sinclair who said that systemic racism is what you have left when you get rid of the racists. What we have been able to do is really change people's hearts and minds, as I talked about before. Now we really have to look at those structural issues that, even though the people who are working within the system are not racist, that is what the system is set up to do. Government is notorious for this.

I always used to say, when I was mayor, none of my public servants want to go to work every day, and nobody wakes up in the morning and says I want to go to work today and screw over a citizen, but sometimes you get to work and the citizen complaint is such that the policy, procedure and how you manage it only gives you the option to screw over the citizen. When you do that day in and day out, you tend to forget the institutional levers that caused that.

A lot of people respond very badly to these words, "systemic racism." In reality, what we are talking about are generations of power, of design. I always said when I was in government that I'm not a very bright person. I only have two answers to every problem, and they are always the same two answers: Take a systemic view of what you are working on and put the person you are trying to serve at the centre of your systemic view.

Too often we serve the policy. We serve the process. We serve the bureaucracy. We serve the forms that have to be filled out instead of serving the citizen.

If we're able to use this lens of systemic discrimination and really be able to then, methodically and rigorously, take that systemic view and reformat things so that the citizen is at the centre of the work, it makes a huge difference.

Mme Khalid : J'ajouterais rapidement, j'en ai parlé plus tôt, l'égalité des chances. Le fait d'avoir de plus en plus de gens assis à ces tables de décision qui comprennent le contexte, qui savent qu'un musulman n'est pas un terroriste, qui savent que l'antisémitisme est mal, qui savent que le fait d'être une personne noire n'est pas de facto négatif de quelque façon que ce soit, je pense que le fait d'avoir des gens assis à ces postes de pouvoir à la table de décision contribue vraiment beaucoup pour combattre la discrimination systémique sous toutes ses formes.

J'encourage le comité à en prendre note et à recommander que de plus en plus de personnes d'origines diverses, y compris des musulmans, soient nommées aux conseils d'administration dans tout le pays.

M. Nenshi : Merci de cette question très pertinente, comme toujours, sénatrice.

Je crois que c'est l'ex-sénateur Sinclair qui a dit que le racisme systémique, c'est ce qui reste quand on se débarrasse des racistes. Ce que nous avons pu faire, c'est réellement changer le cœur et l'esprit des gens, comme je l'ai dit tout à l'heure. Maintenant, nous devons vraiment nous pencher sur les questions structurelles qui font que, même si les personnes qui travaillent dans le système ne sont pas racistes... c'est ainsi que le système est conçu. Le gouvernement est bien connu pour cela.

Quand j'étais maire, je disais toujours qu'aucun des fonctionnaires ne veut aller travailler tous les jours, et personne ne se lève le matin en disant, je veux aller travailler aujourd'hui et rouler un citoyen, mais parfois, vous allez au travail, et les plaintes des citoyens sont telles que la politique, la procédure et la façon dont vous les gérez vous donnent comme seule option de rouler le citoyen. Quand vous faites cela au quotidien, vous avez tendance à oublier les leviers institutionnels qui en sont la cause.

Bon nombre de personnes réagissent très mal à ces mots, « racisme systémique ». En réalité, ce dont on parle, ce sont des générations de pouvoir et de conception. Quand j'étais au gouvernement, j'ai toujours dit que je n'étais pas une personne très brillante. Je n'ai que deux réponses à chaque problème, et ce sont toujours les mêmes : adoptez une vision systémique de ce sur quoi vous travaillez et placez la personne que vous essayez de servir au centre de votre vision systémique.

Trop souvent, nous servons la politique. Nous servons le processus. Nous servons la bureaucratie. Nous servons les formulaires qui doivent être remplis, plutôt que le citoyen.

Si l'on peut utiliser ce point de vue de discrimination systémique et que l'on peut ensuite vraiment adopter de manière méthodique et rigoureuse cette vision systémique et reformater les choses de sorte que le citoyen soit au centre du travail, cela fait une énorme différence.

I'll give you a trite example. We had all these problems this year in the passport office. One of the things that I diagnosed out of that, in my chair in semi-retirement here, was that the passport office is one of the few areas where the federal government directly serves citizens.

The City of Calgary has to serve citizens in every way, every day, the municipal order of government. But one of the challenges they were having is that the passport office had to follow all these ridiculous policies instead of thinking about what their goal is, which is to get the citizen the passport as quickly as possible while reducing the risk to the community of giving the passport to the wrong person. In reality, that is a tiny, tiny risk, but the entire system is based on removing the risk that there will be passport fraud. Why are we so worried about passport fraud? Well, we're worried about passports being used in the commission of a crime. Why are we worried about passports being used in the commission of a crime? Because people have Canadian passports who might not traditionally look Canadian, and so we have to put in all these checks and balances to make sure those people have passports. Do you see what I'm getting at here? When we look at the institutional power structures — this is just a hypothetical example — that have created that, we find the institutional problems that you are describing, senator.

If one of the recommendations from this work is for government to take a systemic view of how to rigorously remove these levers of institutional authority and power that have been set up over generations, that would be very powerful work. We just can't screw it up by letting it get into the public service and be all bureaucratic.

The Chair: Thank you, Mr. Nenshi. Senators, I'm sorry, there will be no second round. I didn't get to ask questions either.

I want to thank the witnesses for your testimony. Your assistance with our study is greatly appreciated.

Honourable senators, I shall now introduce our third panel of witnesses. These witnesses have been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from them and turn to questions from the senators.

I want to take this opportunity to welcome you. I was surprised to hear from you that you wanted to appear. I welcome you to this committee.

We will hear from Michael Mostyn, who is Chief Executive Officer of the National Office of B'nai Brith Canada, who will be making the statement along with David Matas, Senior Legal Counsel at the National Office of B'nai Brith Canada.

Je vais vous donner un exemple banal. Cette année, au bureau des passeports, il y a eu de nombreux problèmes. Une des choses que j'ai découvertes, depuis mon poste en semi-retraite ici, c'est que le bureau des passeports est l'un des rares endroits où le gouvernement fédéral sert directement les citoyens.

La Ville de Calgary, le palier municipal de gouvernement, doit servir les citoyens de toutes les manières, tous les jours. Mais l'une des difficultés qu'il y avait, c'est que le bureau des passeports devait suivre toutes ces politiques ridicules, plutôt que de penser à son objectif, à savoir fournir au citoyen le passeport au plus vite, tout en réduisant le risque que la collectivité fournisse le passeport à la mauvaise personne. En réalité, c'est un risque infime, mais l'ensemble du système repose sur l'élimination du risque qu'il y ait une fraude de passeport. Pourquoi sommes-nous si inquiets de la fraude de passeport? Eh bien, nous craignons que les passeports servent à la perpétration d'un crime. Pourquoi sommes-nous si inquiets que les passeports servent à la perpétration d'un crime? Parce que les gens qui ont un passeport canadien n'ont pas forcément l'air canadien, et nous devons donc mettre en place tous ces freins et contrepoids pour nous assurer que ces personnes ont un passeport. Vous voyez où je veux en venir? Quand nous examinons les structures de pouvoir institutionnelles — c'est juste un exemple hypothétique — qui ont créé cela, nous retrouvons les problèmes institutionnels que vous avez décrits, sénatrice.

Si l'une des recommandations de ce travail est que le gouvernement adopte une vision systémique de la façon de supprimer rigoureusement ces leviers d'autorité et de pouvoir institutionnels qui ont été mis en place au fil des générations, ce serait un travail formidable. Nous ne pouvons tout gâcher en laissant la fonction publique se transformer en bureaucratie.

La présidente : Merci, monsieur Nenshi. Mesdames et messieurs les sénateurs, je suis désolée, il n'y aura pas de seconde série de questions. Je n'ai pas pu poser de questions non plus.

J'aimerais remercier les témoins de leur témoignage. L'aide que vous avez apportée à notre étude est très appréciée.

Honorables sénatrices et sénateurs, je vais maintenant présenter notre troisième groupe de témoins. On a demandé aux témoins de présenter une déclaration préliminaire de cinq minutes. Nous allons les entendre et nous passerons aux questions des sénateurs.

J'aimerais saisir l'occasion pour vous souhaiter la bienvenue. J'ai été surprise de savoir que vous vouliez comparaître. Je vous souhaite la bienvenue au comité.

Nous allons entendre M. Michael Mostyn, chef de la direction du Bureau national de B'nai Brith Canada, qui présentera la déclaration avec Me David Matas, conseiller juridique principal du bureau national de B'nai Brith Canada.

Michael Mostyn, Chief Executive Officer, National Office, B'nai Brith Canada: Thank you so much, honourable senators. My name is Michael Mostyn, and I am the chief executive officer of B'nai Brith Canada. I am accompanied today by two of my colleagues. I will be sharing the time with Mr. David Matas and Mr. Richard Robertson, who will be pleased to — along with Mr. Matas and myself — answer any questions you may have.

B'nai Brith is the oldest Jewish human rights and social services organization in the country. Through our League for Human Rights, we have been producing an audit of anti-Semitic incidents since 1982. This work has allowed us to develop an expertise in identifying many societal trends that lead to the manifestation of hate in our society. We utilize our learned experiences to assist all vulnerable members of our society to counteract the hate and racism that they experience. For example, B'nai Brith is presently hosting a series of round-table meetings to develop a community action plan as part of Ontario's Anti-Racism Anti-Hate initiative.

Our commitment to protecting human rights is what led us to appear before you today. We feel that, given our experience and expertise, we can meaningfully assist today's study in its desire to nurture a welcoming and safe Canada for all its Muslim citizens.

Much discourse has been presented to this committee on the topic of Islamophobia. However, I am also here in my capacity as a representative of Canada's mainstream Jewish community to inform you of just how saddened and hurt Jews were to learn that they had been the victim of an unwarranted smear campaign in the form of a report presented to this committee by Jasmin Zine. The report was endorsed by others who presented to this committee. By being included in her document, the leading Jewish organizations in our country responsible for combatting anti-Semitism were falsely slandered by Zine of conspiring to construct, implement and profit from a manufactured Islamophobic industry — not surprisingly, a highlight she specifically excluded from her oral testimonies before this committee.

The bitter irony of these dangerous, conspiratorial presumptions spuriously made against the most targeted group of religious-based hate in Canada should not be lost on anyone. No one should be surprised if these elements of her report contribute to the growth of anti-Semitism in our country. An overly narrow or overly broad definition of anti-Muslim hatred, or the use of an undefined term such as Islamophobia, can clearly have the unintended consequences of victimizing non-Muslims, progressive Muslims and the greater Muslim community itself. The only true value of Zine's report is indeed that it has demonstrated this sad fact so that we may seek to overcome it.

Michael Mostyn, chef de la direction, Bureau national, B'nai Brith Canada : Merci beaucoup, honorables sénatrices et sénateurs. Je m'appelle Michael Mostyn, et je suis le chef de la direction de B'nai Brith Canada. Je suis accompagné aujourd'hui de deux de mes collègues. Je partage mon temps de parole avec Me David Matas et M. Richard Robertson, qui sera ravi — avec Me Matas et moi-même — de répondre à toutes vos questions.

B'nai Brith est la plus vieille organisation juive des droits de la personne et des services sociaux du pays. Grâce à notre ligue des droits de la personne, nous produisons des audits des incidents antisémites depuis 1982. Ce travail nous a permis d'acquérir une expertise pour déterminer les nombreuses tendances sociétales qui ont mené à l'expression de la haine dans notre société. Nous utilisons les leçons que nous avons apprises pour aider tous les membres vulnérables de notre société à lutter contre la haine et le racisme qu'ils subissent. Par exemple, B'nai Brith organise en ce moment une série de tables rondes pour élaborer un plan d'action communautaire dans le cadre de l'initiative de l'Ontario contre le racisme et la haine.

Notre engagement à protéger les droits de la personne est ce qui nous a amenés à comparaître devant vous aujourd'hui. Compte tenu de notre expérience et de notre expertise, nous estimons que nous pouvons aider de manière significative l'étude d'aujourd'hui à soutenir un Canada accueillant et sûr pour tous ses citoyens musulmans.

Dans votre comité, on a beaucoup parlé de l'islamophobie. Cependant, je suis également ici à titre de représentant de la communauté juive du Canada en général pour vous dire à quel point les juifs étaient tristes et blessés d'apprendre qu'ils ont été victimes d'une campagne de salissage injustifiée sous la forme d'un rapport présenté par Mme Jasmin Zine. Le rapport a été approuvé par d'autres qui ont comparu devant le comité. En étant mentionnées dans le document de Mme Zine, les principales organisations juives de notre pays, responsables de la lutte contre l'antisémitisme, ont été victimes de diffamation de la part de Mme Zine, car elles auraient conspiré en vue de construire, de mettre en œuvre une industrie islamophobe fabriquée de toutes pièces et d'en tirer profit... sans surprise, elle a précisément exclu cette dimension de ses témoignages devant votre comité.

L'ironie grinçante de ces suppositions fallacieuses, dangereuses et conspirationnistes formulées à l'encontre du groupe le plus visé par la haine religieuse au Canada ne devrait échapper à personne. Personne ne doit être surpris, si ces éléments de son rapport contribuent à l'augmentation de l'antisémitisme dans notre pays. Une définition trop étroite ou trop large de la haine contre les musulmans, ou l'utilisation d'un terme indéfini comme l'islamophobie, peut clairement avoir comme conséquences imprévues de victimiser des non-musulmans, des musulmans progressistes et l'ensemble de la communauté musulmane elle-même. L'unique vraie valeur du rapport de Mme Zine est effectivement qu'il a mis en lumière cette triste réalité, ce qui nous permet de chercher à la surmonter.

This is why B'nai Brith Canada recommends the use of a clear definition of anti-Muslim hatred that protects Muslim individuals, is not at cross-purposes with the rights of other minorities, is in line with Canadian jurisprudence and is grounded in universal human rights values. My colleague David Matas will now expand further upon our proposals.

Mr. Matas: The study of Islamophobia that the Senate has undertaken can usefully define the term. We make this suggestion from the perspective of our own experience and the defining of the term “anti-Semitism.”

The term “anti-Semitism” literally is meaningless, since literally anti-Semitism means being against semitism, and semitism does not exist. “Anti-Semitism” was a term coined originally by Wilhelm Marr who founded the League of Antisemites in Germany in 1879. He saw semitism as a Jewish conspiracy to control the world. This semitism, this conspiracy, never existed. The belief in its existence was a fantastical form of bigotry existing only in the minds of anti-Semites. The ravages of the Holocaust discredited the term. The vocabulary of anti-Semitism switched sides. The word “anti-Semitism” today is not brandished by anti-Semites. Rather, it is a term used by those combatting anti-Jewish bigotry, not just the particular form of bigotry Wilhelm Marr and his colleagues held, but rather all forms of anti-Jewish bigotry.

Anti-Jewish bigotry has existed since prehistoric times. Its existence is perennial, but its form is ever changing. Because of the perennial nature of anti-Jewish bigotry, the constantly shifting substance of that bigotry and the use of a term to encapsulate that bigotry which literally refers to nothing, it became useful to define “anti-Semitism.”

There is a general consensus now about what the definition should be, endorsed by the International Holocaust Remembrance Alliance, albeit with fringe rejections. We see anti-Semitism today as not just the particular form of bigotry that the original League of Antisemites manifested, but rather all forms of anti-Jewish bigotry.

This evolution of the meaning of the term “anti-Semitism” and the adoption globally of a definition by consensus is, we suggest, a useful precedent to follow for the term “Islamophobia.” While Islamophobia literally does mean something — irrational fear of Islam — its literal meaning is too narrow for the real problem at which it hints. The real problem is anti-Muslim bigotry. Islamophobia is one cause of that bigotry, but it is not the only cause.

C'est pourquoi B'nai Brith Canada recommande d'utiliser une définition claire de la haine contre les musulmans qui protège les musulmans, qui n'est pas en contradiction avec les droits de la personne d'autres minorités, qui concorde avec la jurisprudence canadienne et est fondée sur les valeurs universelles des droits de l'homme. Mon collègue, Me Davis Matas, va maintenant expliquer davantage nos propositions.

Me Matas : L'étude de l'islamophobie que le Sénat a effectuée peut définir de manière utile le terme. Nous faisons cette suggestion du point de vue de notre expérience et de la définition du terme « antisémitisme ».

Le terme « antisémitisme » ne veut littéralement rien dire, puisque le terme antisémitisme signifie littéralement être contre le sémitisme, et le sémitisme n'existe pas. Ce terme a été initialement inventé par Wilhelm Marr, qui a fondé la ligue contre l'antisémitisme en Allemagne, en 1879. Il considérait le sémitisme comme une conspiration juive visant à contrôler le monde. Ce sémitisme, cette conspiration, n'a jamais existé. Croire en son existence était une forme fantastique de sectarisme qui existait seulement dans l'esprit des antisémites. Les ravages de l'Holocauste ont discrédité le terme. Le terme antisémite a changé de camp. Aujourd'hui, le terme « antisémite » n'est pas utilisé par les antisémites. Il est plutôt utilisé par ceux qui luttent contre le sectarisme contre les juifs, et pas seulement la forme particulière de sectarisme envisagée par Wilhelm Marr et ses collègues, mais plutôt toutes les formes de sectarisme contre les juifs.

Le sectarisme contre les juifs existe depuis la préhistoire. Son existence est pérenne, mais sa forme est en constante évolution. En raison de la nature pérenne du sectarisme contre les juifs, de la nature constamment changeante de ce sectarisme et de l'utilisation d'un terme pour résumer ce sectarisme qui ne se réfère littéralement à rien, il est devenu utile de définir le terme « antisémitisme ».

Aujourd'hui, il existe un consensus général sur ce que devrait être la définition, approuvée par l'Alliance internationale sur la mémoire de l'Holocauste, malgré des refus isolés. Nous considérons aujourd'hui l'antisémitisme non pas simplement comme la forme particulière de sectarisme qu'exprimait la ligue originale des antisémites, mais plutôt comme toutes les formes de sectarisme contre les juifs.

L'évolution de la signification du terme « antisémitisme » et l'adoption d'une définition par consensus à l'échelle mondiale est, selon nous, un précédent utile à suivre pour le terme « islamophobie ». Même si l'islamophobie signifie littéralement quelque chose — crainte irrationnelle de l'islam —, sa signification littérale est trop étroite pour le vrai problème qu'elle évoque. Le réel problème est le sectarisme contre les musulmans. L'islamophobie est l'une des causes de ce sectarisme, mais elle n'est pas la seule.

It might be simpler to refer just to anti-Muslim bigotry than to refer to Islamophobia. However, since the term “Islamophobia” is now widely used and recognized, it is probably preferable to keep the term, but, like anti-Semitism, define it beyond its literal meaning.

If we look at the International Holocaust Remembrance Alliance definition of anti-Semitism, what we see is a general statement of what anti-Semitism is, what anti-Semitism is not and some examples offered as guides. This manner of presentation we suggest is a useful template for Islamophobia. We would suggest a definition of Islamophobia that identifies the term with anti-Muslim hatred, which asserts that the term does not prevent reasoned criticism of various interpretations of Islam and provides examples of what the phrase includes, Islamophobia in its literal sense being one of them.

Canada had an important part to play in the 2016 adoption of the International Holocaust Remembrance Alliance adoption of the definition of anti-Semitism through its November 2010 conference and summit of the Inter-parliamentary Coalition for Combating Antisemitism in its Ottawa Protocol. Canada could and we suggest should also take the initiative to help form a global consensus around the meaning of the term “Islamophobia.”

Those are my remarks. Thank you.

The Chair: Thank you very much for your remarks. I don't see any senators having any questions.

Senator Omidvar: I didn't hear something. Mr. Mostyn, you said there was a brief submitted to us that you were citing. Could you cite the name of the witness who provided the brief?

Mr. Mostyn: Thank you, senator, for the question. You are not referring to the B'nai Brith brief?

Senator Omidvar: No.

Mr. Mostyn: The document that I was making reference to was Professor Jasmin Zine's paper, “The Canadian Islamophobia Industry: Mapping Islamophobia's Ecosystem in the Great White North.”

Senator Omidvar: Thank you. I didn't hear the name.

Il pourrait être plus simple de parler uniquement de sectarisme contre les musulmans, plutôt que d'islamophobie. Cependant, puisque le terme « islamophobie » est aujourd'hui largement utilisé et reconnu, il est probablement préférable de le garder, mais, comme pour l'antisémitisme, il faut le définir au-delà de sa signification littérale.

Si on examine la définition d'antisémitisme de l'Alliance internationale sur la mémoire de l'Holocauste, ce que l'on constate, c'est qu'il s'agit d'une déclaration générale de ce que l'antisémitisme est, de ce qu'il n'est pas et de quelques exemples fournis à titre indicatif. Ce mode de présentation que nous proposons est un modèle utile pour l'islamophobie. Nous proposerions une définition de l'islamophobie qui associe le terme à la haine contre les musulmans, qui affirme que le terme n'empêche pas la critique raisonnée de diverses interprétations de l'islam et fournit quelques exemples de ce que cette expression englobe, l'islamophobie dans son sens littéral étant l'une d'entre elles.

Le Canada avait un rôle important à jouer dans l'adoption de la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale sur la mémoire de l'Holocauste de 2016, dans le cadre de sa conférence et de son sommet de 2010 de la Coalition interparlementaire de lutte contre l'antisémitisme dans son protocole d'Ottawa. Le Canada pourrait, et selon nous il devrait, prendre l'initiative d'aider à établir un consensus mondial sur la signification du terme « islamophobie ».

Voilà mes observations. Merci.

La présidente : Merci beaucoup de vos observations. Je vois que les sénateurs n'ont pas de questions.

La sénatrice Omidvar : Je n'ai pas entendu quelque chose. Monsieur Mostyn, vous avez dit qu'un mémoire que vous avez cité nous avait été présenté. Pourriez-vous nous donner le nom du témoin qui a fourni le mémoire?

M. Mostyn : Merci, sénatrice, de la question. Vous ne parlez pas du mémoire de B'nai Brith?

La sénatrice Omidvar : Non.

M. Mostyn : Le document auquel je faisais référence était celui de Mme Jasmin Zine, intitulé « The Canadian Islamophobia Industry: Mapping Islamophobia's Ecosystem in the Great White North ».

La sénatrice Omidvar : Merci. Je n'avais pas entendu le nom.

The Chair: Seeing that nobody has any questions, I want to thank both of you for your presentations, and I want to thank you for appearing before the Standing Senate Committee on Human Rights. Your assistance with our study is greatly appreciated.

(The committee adjourned.)

La présidente : Puisque personne n'a de questions, j'aimerais vous remercier tous deux de vos exposés, et j'aimerais vous remercier d'avoir comparu devant le Comité sénatorial permanent des droits de la personne. Votre aide dans le cadre de notre étude est très appréciée.

(La séance est levée.)
